

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



Retrouvez-nous sur
www.economie-gabon.com

MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

L'ESSENTIEL

COOPÉRATION INTERNATIONALE

La France et le Gabon : une riche coopération culturelle



Lire p.4

VIE ÉCONOMIQUE

Ce qui émerge réellement dans l'émergence de l'Afrique



Lire p.6

TIC

le Gabon consolide son statut de leader en Afrique centrale et de l'Ouest



Lire p.18

SOCIAL & SOLIDAIRE

Premier anniversaire du SAMU SOCIAL GABONAIS



Lire p.20

DOSSIER

TOURISME - TRANSPORT - LOGISTIQUE



DES PROJETS SUR DE BONNS RAILS



La SETRAG s'engage à investir 207 milliards de F CFA...

La passion de l'aviation selon AFRIJET
ETHIOPIAN AIRLINES, la compagnie qui monte... qui monte

Le Club du tourisme au Gabon est né

Lire pages 10-17

Dans notre prochain numéro

BTP : HABITAT & IMMOBILIER

N°68
SEPTEMBRE
2018





**TURKISH
AIRLINES**



VOYAGEZ PLUS

AVEC LA COMPAGNIE AÉRIENNE QUI DESSERT
LE PLUS DE DESTINATIONS AU MONDE

5 VOLS PAR SEMAINE AU DÉPART DE LIBREVILLE

TURKISHAIRLINES.COM

A STAR ALLIANCE MEMBER 

Sommaire N°67

VIE ÉCONOMIQUE

5-9

La croissance économique de l'Afrique augmente malgré la hausse de la dette

p.5

Les services du FMI achèvent leur mission de revue au Gabon

p.7

Décryptage : les exportations françaises en net recul en Afrique

p.8

A la rencontre des éleveurs de volailles

p.9

DOSSIER

10-17



COMMUNIQUÉ

21

Résidence Bougainvilliers

p.21

CONSO & SANTÉ

22

Smartphones : quelles sont les bactéries présentes sur nos écrans ?

p.22

Édito

TRANSPORT ET TOURISME, MOTEURS DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Le tourisme et le transport sont des segments d'activité intimement liés à l'économie et au développement d'un État. Le potentiel touristique du Gabon n'a rien à envier aux autres pays du continent. Et pourtant...

Par Anne-Marie Jobin

Le Gabon dispose de ressources touristiques supérieures, mais inexploitées. La faiblesse de l'investissement nécessaire à son essor justifie ce manque d'engouement. Le Gabon compte treize parcs nationaux protégés qui regorgent d'une faune et d'une flore sauvages sur 3 millions d'hectares. Éléphants, panthères, buffles, chimpanzés, gorilles et oiseaux sont autant de faire valoir. Ces animaux vivent dans un écosystème naturel préservé de l'homme. Malheureusement, l'industrie touristique gabonaise représente moins de **3% du PIB et n'emploie que 11 500 personnes**. Le nombre d'arrivées de vrais touristes internationaux est estimé à moins de 60 000 personnes parmi lesquelles compte le regroupement familial durant les congés annuels.



Le Sénégal est sur une phase ascendante. En 2016, 1 600 000 touristes ont été enregistrés et l'industrie touristique sénégalaise représente **6,3% du PIB**. Elle est génératrice de **200 000 emplois directs**. En 2015, les recettes liées au tourisme ont été estimées à 465,9 mds de F CFA, dont 63,8% pour les touristes internationaux et 36,2% pour les voyageurs locaux. Le fait de renoncer aux visas touristiques a stimulé cette industrie. Si cette tendance se poursuit, la contribution directe du secteur du voyage et tourisme au PIB devrait croître de 5% par an d'ici à 2026, atteignant 762,3 mds de F CFA. Les investissements dans les secteurs liés au tourisme sont déterminants.

Peuplée de 25 millions d'habitants, l'île de **Madagascar** bénéficie d'attractions naturelles exceptionnelles. En 2014, cette île n'a reçu que 222 000 touristes internationaux. À titre de comparaison, sa voisine, **l'île Maurice**, en a reçus plus d'un million la même année alors que sa superficie est trois cents fois inférieure et sa population vingt fois moindre. La différence entre Madagascar et l'île Maurice en termes d'arrivées s'explique essentiellement par un écart de capital touristique entre ces deux pays : l'île Maurice est dotée de meilleurs hôtels, d'une meilleure desserte aérienne, d'un plus grand nombre de voyagistes proposant cette destination, d'un parfait réseau routier, d'une remarquable qualité de services, d'une flotte d'autocar etc. L'investissement est donc un facteur crucial de développement touristique.

La croissance économique est un déterminant essentiel du développement touristique. L'Afrique compte vingt-deux pays parmi les cinquante pays à la croissance économique la plus forte depuis 2015. Cette statistique de bon augure laisse présager de belles perspectives. Gageons que le Gabon s'emploie à développer cette ressource économique si peu exploitée de façon exemplaire ■

Directeur de la publication
Philippe CHANDEZON
pchandezon@gmail.com
Cel. : +241 05 31 70 00

Comité de rédaction
Anne-Marie JOBIN
Rédacteur en Chef - Éditorialiste
laredaction@economie-gabon.com

Responsable Multimédia
Tél. : +241 01 44 11 62
contact@economie-gabon.com

Responsable Réseau de distribution
Jocelyne DOKASSE - Tél. : +241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com
Port-Gentil : Louis Georges AGONDJO

Stratégie & Développement
Anne-Marie JOBIN : +241 05 30 18 80
annemarie.jobin@economie-gabon.com

Publicité & Marketing :
241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com

Directeur Artistique & Infographie
Donald Ella

Impression : Multipress
Tirage : 10 000 exemplaires

Informations Légales
MOBILITY MEDIA AFRICA Société éditrice de : Economie Gabon+

Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM
N°2010B09428

Numéro statistique : 771 619 H
Récépissé de déclaration de constitution
d'un organe de presse N°0165/MCPEN/SG/
DCOM du 3 juin 2010

Siège social
Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 01 44 11 62

Site Internet : www.economie-gabon.com
Facebook : facebook.com/economiegabon.plus
Twitter : twitter.com/EconomieGabon



www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec
votre smartphone



Magazines en PDF
retrouvez tous
nos magazines en
version numérique
format PDF

La France et le Gabon : une riche coopération culturelle

Bernard RUBI, Conseiller de coopération et d'action culturelle à l'ambassade de France et Directeur de l'Institut Français du Gabon, nous éclaire sur sa mission de service public.

Par Anne-Marie Jobin

L'institut Français du Gabon est un outil important qui a la charge de développer et de soutenir la coopération culturelle française. Nous nous appuyons sur un organisme à Paris précédemment appelé « CulturesFrance » devenu aujourd'hui l'Institut Français. Sa mission principale est de faciliter la tâche de l'ensemble des 96 Instituts français et 834 Alliances françaises dans le monde.

Tous sont tenus de suivre une ligne directrice en tenant compte de l'environnement local et selon les moyens dont ils disposent. Ainsi, l'institut Français du Gabon diffuse et cherche à développer la culture française, mais sert également d'appui à l'expression artistique locale. La scène de l'Institut est donc ouverte aux artistes locaux dans de nombreux domaines, la danse, la musique, le théâtre. L'an dernier nous avons réhabilité un espace aujourd'hui dédié aux plasticiens : peintres, sculpteurs, photographes...

La médiathèque de l'Institut Français au Gabon est riche de 30000 documents

Outre cette mise à disposition de nos locaux, nous les assistons, s'ils le souhaitent, pour les conseiller, les former, les soutenir, ou encore leur faire rencontrer des artistes français dans leurs domaines respectifs. Le rayonnement culturel de l'Institut repose aussi sur sa médiathèque riche de 30 000 documents et ouverte à toute personne inscrite. Le lieu est particulièrement propice à l'étude, le calme y règne. Cette médiathèque est couplée avec la bibliothèque numérique « Culturethèque » qui propose les grands titres de la presse française, des bandes dessinées, des albums de musique, des romans, des ouvrages sur des thématiques d'actualité, des modules d'autoformation en français langues étrangères (FLE), des livres et BD pour les apprenants de FLE, des articles de sciences humaines, des conférences, des web documentaires et des jeux-vidéos.



M. Bernard RUBI, Conseiller de coopération et d'action culturelle à l'Ambassade de France et Directeur de l'Institut Français du Gabon

Cet aspect est trop méconnu et nous travaillons à sa médiatisation. Quelques ordinateurs mis à disposition d'étudiants et/ou d'universitaires leur permettent ainsi d'accéder à une pléiade d'informations précieuses. Enfin, nous disposons aussi d'un « fonds Gabon », véritable mine d'or réunissant des documents du 20^e siècle sur le Gabon. Ils traitent de sujets aussi divers que variés : géologiques, géographiques, anthropologiques, historiques, politiques. L'un de nos objectifs est de numériser ces documents afin d'en faciliter l'accès et de les conserver dans les meilleures conditions.

Dans le cadre de la coopération étudiante, nous finançons un appui des universités françaises envers les universités gabonaises, notamment les Universités Omar Bongo et St-Exupéry. Une vingtaine de professeurs viennent chaque année au Gabon donner des cours et participent ainsi aux cursus dispensés à Libreville y compris pour l'obtention de diplômes français. Ces mêmes professeurs donnent des conférences à l'Institut pendant leur séjour.

La France se positionne au 4^e rang des pays d'accueil en recevant 350 000 étudiants étrangers, dont 4 000 Gabonais

L'Institut français du Gabon a également en charge la mobilité étudiante. Cette dernière croît chaque année sur le plan international, avec plus de quatre millions d'étudiants en mobilité dans le monde. La France se positionne au 4^e rang des pays d'accueil en recevant 350 000 étudiants étrangers, dont 4 000 Gabonais. Pour information, je tiens à souligner que pour tout étudiant étranger, la France investit en moyenne 12 000 € (7 800 000 F CFA). En 2017, l'Institut français du Gabon et son Espace Campus France ont reçu 2800 demandes qui ont été étudiées et dont environ 1000 ont été acceptées par les universités françaises. Cette démarche doit se conjuguer avec un bon parcours scolaire et être accompagnée d'une détermination et d'une volonté cohérentes avec son ambition.

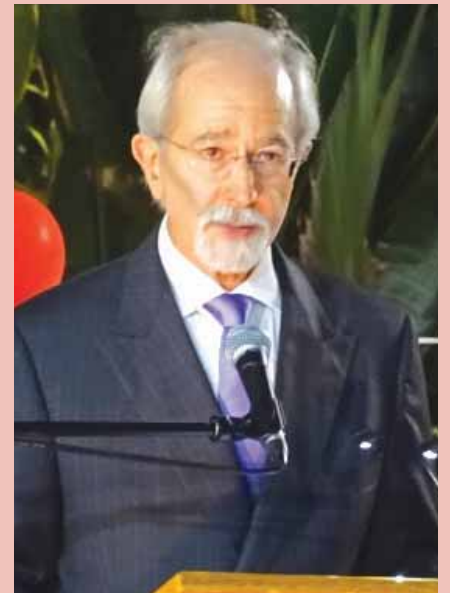
Une personne exprimant le souhait de devenir médecin alors qu'elle a un parcours littéraire sera guidée vers une autre filière. En effet, notre devoir lorsque nous recevons les étudiants est aussi de vérifier l'adéquation et la pertinence de leur projet. En fait et pour résumer, ces jeunes gens ne sont jamais lâchés dans la nature.

Des antennes de l'agence Campus France sur l'hexagone sont toujours à leur écoute pour les guider et les soutenir.

Par ailleurs, une collaboration étroite avec l'Agence nationale des boursiers gabonais (ANBG) permet à une centaine de jeunes Gabonais détenant déjà un niveau licence et/ou master bénéficier d'une bourse dans le cadre du programme Concorde. La sélection s'opère au regard des résultats universitaires des intéressés, mais également en lien avec les besoins de l'économie gabonaise.

Ces boursiers signent un accord de principe stipulant leur retour au pays après obtention de leur diplôme et, éventuellement, acquisition d'une certaine expérience. Pour conforter ces jeunes professionnels et leur offrir une opportunité de retour, nous avons créé le 13 février 2018, avec Campus France, la plateforme France Alumni Gabon. Il s'agit d'un réseau composé de Gabonais diplômés de l'enseignement supérieur français. Aujourd'hui, cette plateforme est riche de 2000 interlocuteurs (200 000 à l'international) et d'une dizaine d'entreprises gabonaises qui y postent leurs offres d'emplois ■

À l'occasion de la fête nationale du 14 juillet, *Economie Gabon* + a eu accès au discours de Monsieur Dominique Renaux, son excellence l'Ambassadeur de France. Outre les aspects politiques, ce dernier a mentionné les multiples actions menées par ses équipes. Après 4 ans de présence sur le territoire, il n'a pas caché sa satisfaction au regard de la richesse de la coopération bilatérale. En voici quelques bribes :



M. Dominique Renaux, Ambassadeur de France au Gabon

« Au Gabon, 4000 élèves sont scolarisés dans les EPC (Écoles Publiques Conventionnées) et les deux lycées à programme français de l'AEFE (Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger), qui dispensent un enseignement de haut niveau. Le lycée Blaise Pascal a obtenu 100% de réussite au baccalauréat cette année.

Pour soutenir les initiatives des associations gabonaises, nous avons lancé sous forme d'appel à projets le programme PISCCA, doté de 400 000 euros sur deux ans. 11 projets ont été choisis, qui concernent par exemple la santé, avec l'association 3S à Port Gentil et la Croix-Rouge gabonaise, l'informatique, avec l'école 241 portée par Ogooué-Labs, qui formera 60 jeunes pendant six mois, ou encore un projet de création d'une chambre nationale des métiers. À Doussala, où je me suis rendu, l'association Program a déjà installé 60 ruches et la première récolte de miel est attendue pour la fin de l'année.

Les interventions de l'AFD dans les secteurs sociaux complètent ces actions. Deux conventions d'un montant total dépassant 200 millions d'euros serviront pour l'une à la construction de 500 salles de classe à Libreville et Port-Gentil, et pour l'autre, à la réhabilitation de 17 centres de soins dans quatre provinces.

À l'Institut français, grâce à une programmation culturelle très dynamique, la fréquentation est en forte hausse avec 35 000 visiteurs. Cette programmation fait la part belle aux artistes gabonais, acteurs et musiciens avec le festival coup de théâtre et les cafés concerts, aux créateurs et photographes, mais aussi au débat d'idées avec le cycle « L'Afrique aux mille visages », qui a vu la venue d'écrivains comme Daniel Rondeau, Marie Darrieussecq ou Sami Tchak ■



Institut Français du Gabon

La croissance économique de l'Afrique augmente malgré la hausse de la dette

Selon le dernier rapport de l'ICAEW (Institute of Chartered Accountants in England and Wales), plusieurs pays d'Afrique ont affiché une hausse de leur PIB en dépit des craintes d'une hausse de la dette. Dans « Perspectives Économiques : Afrique 2^e Trimestre 2018 (Economic Insight: Africa Q2-2018) », publié aujourd'hui, l'organisme de comptabilité et de finance donne des prévisions de croissance du PIB pour diverses régions, dont l'Afrique de l'Est qui devrait croître de 6,1 %, l'Afrique australe dont la croissance sera de 2,3%, et l'Afrique centrale et occidentale évaluée à 3,6%.

La rédaction

Commandité par l'ICAEW et réalisé par le cabinet de prévisionnistes Oxford Economics, le rapport fournit un aperçu de la performance économique de la région. Les régions concernées sont l'Afrique de l'Est, l'Afrique australe, l'Afrique centrale et de l'Ouest, et la zone franc.

Selon le rapport, la croissance du PIB de l'Afrique de l'Est est principalement due à l'Éthiopie dont la croissance réelle du PIB de 8,1 % devrait résulter de la poursuite des investissements publics. Le même type d'investissement en Égypte, rendu possible par le respect des réformes proposées par le Fonds monétaire international (FMI), portera la

croissance à 5,0 %, ce qui en fait le principal moteur de la croissance de 3,9 % du PIB de l'Afrique du Nord cette année.

En Afrique centrale et de l'Ouest, la croissance devrait augmenter sensiblement à 3,6 %, contre 2,3% en 2017. L'économie dominante dans cette région sera le Ghana, où la croissance réelle du PIB de 7,2 % en 2018 devrait provenir en partie de la hausse de l'investissement public et de l'amélioration qui en découlera pour les secteurs de la construction et de la fabrication.

Michael Armstrong, directeur régional de ICAEW pour le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie du Sud, souligne : « Malgré les craintes



de la dette, la plupart des régions africaines ont enregistré une croissance économique positive, principalement grâce aux investissements publics et aux ressources en hydrocarbures. Toutefois, les gouvernements doivent maintenir cette dynamique positive tout en équilibrant leur dette publique ».

La situation dans la zone franc est légèrement plus positive qu'en 2017, avec une croissance du PIB régional de 4,5 %. Cependant, la croissance de la plupart des régions sera assurée par les deux économies qui ne dépendent pas du pétrole. Il s'agit de la Côte d'Ivoire (croissance de 7,0 %) et du Sénégal (6,7 %), où les dépenses gouvernementales continues en matière d'infrastructures et les améliorations continues de l'environnement des affaires sont des facteurs clés.

La croissance de l'Afrique australe restera limitée par une croissance modeste en Afrique du Sud. Le PIB de la région devrait croître de 2,3 % en 2018, soit le taux de croissance régionale le plus lent du continent.

Le rapport met également en évidence les dépenses courantes financées par la dette par les gouvernements. Il fait valoir que les craintes

de surendettement en Afrique sont largement exagérées. La reprise de la croissance amorcée en 2017 permettra de réduire le fardeau réel de la dette à moyen terme, ce qui signifie que le fardeau de la dette tendra à devenir plus supportable avec le temps.

En parallèle, le profil de la dette publique évolue à mesure que des solutions d'ajustement sur mesure viennent remplacer les offres classiques, ce qui permet aux gouvernements de prendre en charge la dette extérieure à des conditions plus favorables qu'auparavant.

Le revers de la médaille, c'est que la dette deviendra un problème dans certains pays. Plusieurs pays africains restent exposés au risque de surendettement en raison d'un ajustement structurel fragmenté et d'emprunts systématiques. De plus, les gouvernements populistes ne semblent pas vouloir engager de réformes.

Ces facteurs justifient la nervosité face à la dette, en particulier dans les pays qui sont vulnérables à la fluctuation des prix des produits de base. ■

Source : African Media Agency

NOUVEAU
DANS VOTRE GEANT CKDO
TARTE AUX FRUITS FRAIS
"MAISON"
[9.000 FCFA]

Géant CKdo

CECAGADIS

Ce qui émerge réellement dans l'émergence de l'Afrique

L'Afrique est le lieu où les vrais émergents (Asiatiques, Indiens et Arabes) projettent en premier leur nouvelle puissance et s'offrent de nouvelles clientèles dans le cadre d'une compétition acharnée.

La rédaction

Depuis quelques années, le terme « émergence » est employé pour définir ce qui serait la nouvelle trajectoire de l'Afrique subsaharienne. Ce terme a remplacé le mot « développement » qui est aujourd'hui complètement dépassé.

Au XX^e siècle, l'Afrique subsaharienne était censée se développer ; au XXI^e siècle elle est censée émerger. Ainsi, sur 54 pays africains, 37 ont lancé un plan visant à devenir un émergent à moyen terme.

L'émergence signifie que des mutations socioéconomiques profondes sont à l'œuvre. L'urbanisation est rapide et change les modes de vie. Une classe moyenne fait son apparition. Les perspectives de croissance des économies africaines – qui sont qualifiées de « lions » ou « d'éléphants » en fonction des rapports – sont prometteuses et pérennes. Les entrepreneurs africains innovent et créent de nouveaux biens et services grâce aux technologies numériques qui connectent les Africains à d'autres mondes. Les femmes africaines luttent pour améliorer leur statut dans la société.

Mais le nouveau concept d'émergence résume-t-il vraiment la trajectoire de l'Afrique depuis le début du XXI^e siècle alors que les bienfaits de la globalisation sont de plus en plus mis en doute, qu'une nouvelle crise de la dette pointe à l'horizon et que des centaines de milliers d'Africains fuient le continent au péril de leur vie ?

QU'EST-CE QUE L'ÉMERGENCE ?

Depuis plus d'une décennie, ce concept domine le discours sur l'Afrique et une conférence sur l'émergence a lieu chaque année à l'initiative du président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara.

L'émergence se caractérise par quatre critères : un taux de croissance à deux chiffres ; la formation d'un marché de consommation et de son corollaire sociologique, une classe moyenne autrefois inconnue ; un regain d'investissements privés importants qui signale l'attractivité des marchés africains ; et enfin, l'accès d'une part grandissante de la population aux nouvelles technologies de la communication.

Entre 2001 et 2010, six des dix pays au taux de croissance économique le plus élevé au monde étaient africains : l'Angola (1^{er}), le Nigeria (4^e), l'Éthiopie (5^e), le Tchad (7^e), le Mozambique (8^e) et le Rwanda (10^e).

Les nouvelles technologies se répandent à un rythme soutenu en Afrique, avec un taux de pénétration de l'Internet mobile qui doit passer de 26 % à 38 % de la population pendant la période 2016-2020. Dans un rapport qui est devenu célèbre (« Le milieu de la pyramide : les dynamiques de la classe moyenne africaine »), la Banque africaine de développement (BAD) estimait

en 2011 qu'environ 370 millions d'Africains appartenaient à la classe moyenne, soit 34 % de la population du continent. Bref, l'émergence est une façon de dire que l'Afrique se met au diapason des évolutions du XXI^e siècle.

L'ÉMERGENCE À LA LOUPE

Comme tout phénomène nouveau, l'émergence a son observatoire. En 2017, un *think tank* d'experts africains, l'Observatoire pour l'émergence en Afrique, a rendu publique la première édition de son « Index de l'émergence en Afrique ». Ce travail fournit une définition de l'émergence et pratique le classement par indicateurs.

L'émergence est définie comme « *un processus de transformation économique soutenue qui se traduit par des performances aux plans social et humain, et qui prend place dans un contexte politique et institutionnel stable susceptible d'en assurer la soutenabilité* ». L'index de l'émergence est une tentative d'objectiver le processus d'émergence avec des indicateurs empruntés à d'autres outils d'évaluation tels que l'indicateur de développement humain du PNUD et les indicateurs de gouvernance institutionnelle développés par la Banque mondiale.

L'index de l'émergence en Afrique établit ainsi une classification des pays africains en les qualifiant « d'émergent », de « seuil », de « potentiel », ou « autre ». Selon cet index, il n'y aurait que 11 pays émergents en Afrique sur 54. Par ailleurs, les résultats sont très contrastés non seulement selon les régions du continent, mais à l'intérieur même de ces régions.

EN 2018, QUID DE L'ÉMERGENCE ?

En 2018, que reste-t-il de la croissance pérenne et des champions de l'émergence d'il y a dix ans : Mozambique, Angola, Nigeria,

Éthiopie, Tchad et Rwanda ? Comme le montrent le graphique et la carte ci-dessous, pas grand-chose.

Parmi eux, le Rwanda est le seul à confirmer dans la durée ses bonnes performances (taux moyen de croissance du PIB de 8 % de 2001 à 2015, réduction du taux de pauvreté de 44 à 39 %, etc.).

Après avoir tenté de dissimuler au moins deux mds de dollars d'emprunts, le Mozambique est en pleine crise de surendettement. L'Angola est passé d'un taux de croissance du PIB de 20 % en 2006 à 1 % en 2017 et a frôlé le défaut de paiement. Le Nigeria – qui est entré en récession en 2016 (-1,6 %) sous l'effet de la chute des cours du baril – n'en sort que très timidement en 2017 (+0,8 %). L'Éthiopie connaît une crise politique complexe depuis 2015 et le Tchad, producteur de pétrole depuis le début du siècle, fait la manche auprès des pays du Golfe arabe et vient s'ajouter à la longue liste des pays qui peinent à payer leurs fonctionnaires. Les marges de manœuvre budgétaires de ces gouvernements sont réduites à peu de choses après deux ou trois années extrêmement difficiles.

LA CLASSE MOYENNE REVUE ET CORRIGÉE

Concernant les classes moyennes africaines érigées en symbole du dynamisme du continent et en nouveau marché prometteur du capitalisme de consommation, l'enthousiasme initial du rapport de la BAD en 2011 a été tempéré par d'autres études.

En effet, pour la BAD, un Africain appartient à la classe moyenne lorsque son revenu quotidien est compris entre 2,2 et 20 dollars. Mais appartenir à la classe moyenne ne signifie pas seulement être capable de se nourrir, de se loger et de se vêtir aujourd'hui, mais aussi demain et les jours qui suivent. Par conséquent, selon d'autres travaux, il est plus exact de mettre la barre monétaire de la classe moyenne à partir d'un revenu de 12 dollars par jour.

Par conséquent, le poids de la classe moyenne africaine sur le continent s'approcherait davantage des 13 % que des 34 %, représentant près de 143 millions d'Africains... Ce n'est donc plus un Africain sur trois qui appartiendrait à la classe moyenne, mais un sur dix. Une classe moyenne africaine émerge (les Cheetahs au Kenya, les Black Diamonds en Afrique du Sud), mais les pauvres restent encore très majoritaires.

LA DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE, PARADIGME FONDAMENTAL DE L'AFRIQUE

Le paradigme de la dépendance change, mais persiste. Sur trois facteurs-clés de la croissance économique (technologie, capital et travail), deux viennent d'ailleurs. Les inventions de la troisième révolution industrielle qui changent le quotidien des Africains n'ont pas eu lieu en Afrique. De même, les transferts financiers des migrants, les investissements directs étrangers et l'aide publique au développement représentent 2,5 fois le montant des capitaux privés investis par le secteur privé du continent.

Qu'il s'agisse d'un pays avec de bonnes performances comme le Rwanda ou d'un des pays les plus pauvres du monde comme le Burundi, l'aide étrangère continue d'assurer une part substantielle de leur budget national et donc de la viabilité financière des États africains. Pour le premier, celle-ci évolue entre 30 et 40 % du budget national, tandis qu'avant la suspension de l'aide des bailleurs européens en 2016, celle-ci représentait plus de 50 % du budget burundais.

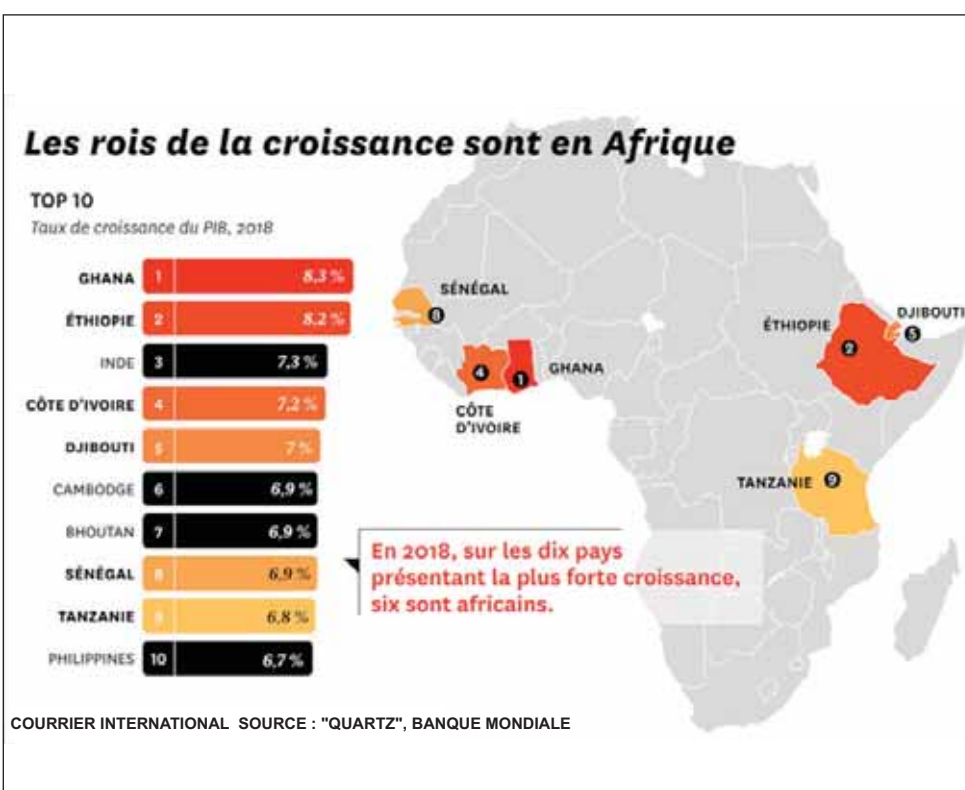
Du XX^e au XXI^e siècle, la dépendance de l'Afrique est persistante et présente toujours les mêmes symptômes. Ainsi, les pays producteurs de matières premières (hydrocarbures et minerais) n'ont pas profité de la décennie des cours élevés pour diversifier leur économie et restent prisonniers de l'évolution cyclique du marché des matières premières. Les accès de nationalisme des ressources des gouvernants quand les cours remontent dissimulent mal les rentes personnelles qu'ils retirent de cette servitude volontaire.

Le surendettement qui a frappé les économies africaines dans les années 80 est de retour. Selon le FMI, huit pays sont en situation de surendettement (dont celui qui était la *success story* économique du continent, le Mozambique) et autant présentent un risque élevé d'y basculer. La dette publique en Afrique subsaharienne représentait 45 % du PIB fin 2017, en hausse de 40 % en trois ans ! **Le gouvernement chinois qui est désormais le grand prêteur de l'Afrique s'inquiète maintenant ouvertement de la non-solvabilité de certains gouvernements africains.**

La bonne vieille dépendance a néanmoins changé de visage : au XXI^e siècle, ceux dont les gouvernements africains dépendent ne sont plus les mêmes. Dans un contexte où l'aide publique occidentale diminue tendanciellement et où les gouvernements occidentaux se désengagent de l'Afrique (sauf évidemment dans le domaine de la lutte contre les djihadistes), d'autres prêteurs (chinois ou arabes) et les multinationales sont devenus les nouveaux maîtres du jeu, comme l'a appris le président tchadien Idriss Déby à ses dépens.

DE QUOI L'ÉMERGENCE EST-ELLE LE NOM ?

L'émergence apparaît simultanément comme une actualisation du vocabulaire, l'autre mot pour dire « développement » au siècle de la globalisation, comme un concept déjà dépassé qui ne parlerait que de la première décennie de ce siècle et comme un coup de marketing par définition éphémère.



Pourtant elle met au grand jour d’importantes et durables réalités. L’émergence est avant tout un rattrapage. Si le continent africain émerge, il est aussi le dernier à le faire. En 2014, avec un milliard d’habitants, la production d’électricité sur le continent s’élevait à 80 GW, soit l’équivalent de celle de la Corée du Sud qui compte 51 millions d’habitants. De même, l’Afrique subsaharienne est le dernier continent à se mettre à produire l’invention symbole du XX^e siècle : l’automobile. Le rattrapage est certes en cours avec une timide reprise de la croissance depuis 2017, mais, compte tenu du fait que le reste du monde évolue économiquement et technologiquement de plus en plus vite, la course sera longue et probablement pas en ligne droite, mais plutôt en zigzags.

La question de la gouvernance publique reste centrale pour réduire la dépendance. Cela exige un gouvernement intègre, volontariste

et capable d’agir dans la longue durée pour développer les facteurs de croissance de manière endogène. À ce titre, la formation de la main-d’œuvre africaine devrait être une priorité réelle au lieu d’être un engagement cosmétique des gouvernements.

Après avoir été l’arrière-cour des puissances européennes et de leurs rivalités au XIX^e siècle, l’Afrique est au XXI^e siècle l’arrière-cour des puissances émergentes et de leurs rivalités. Depuis le début du siècle, la Chine, le Brésil, l’Inde, la Turquie, la Corée du Sud, etc., ont développé de nouvelles relations multidimensionnelles avec les pays africains, y compris des relations militaires pour certains d’entre eux. La lutte entre le Qatar et l’Arabie saoudite résonne jusqu’au Sahel et dans la Corne de l’Afrique par le biais de la diplomatie du pétrodollar à l’égard de gouvernements africains ayant

désespérément besoin d’argent et prêts à se louer à un camp ou un autre.

CE QUI ÉMERGE
DE L’AFRIQUE : LA
PUISSANCE DES
AUTRES ET PLUS
PARTICULIÈREMENT DE
LA CHINE

L’Afrique est le lieu où les vrais émergents projettent en premier leur nouvelle puissance et s’offrent de nouvelles clientèles dans le cadre d’une compétition acharnée. Même les vieilles puissances sur le retour (comme la Russie) y font aujourd’hui leur come-back.

À ce jeu, la Chine reste en tête. Pendant ces 20 dernières années, sa croissance l’a rendue avide de matières premières africaines et elle est désormais le premier partenaire commercial et premier bailleur bilatéral du continent.

Paradoxalement, ce qui émerge derrière l’émergence de l’Afrique, c’est avant tout la puissance chinoise. Or dans un continent très dépendant financièrement, la position dominante chinoise n’est pas sans conséquences politiques pour les Africains, y compris en termes de politique intérieure.

Pratiquée par les Occidentaux et l’URSS pendant la Guerre froide, la diplomatie du portefeuille et du clientélisme a encore de beaux jours devant elle dans une Afrique qui « émerge » lentement ■

Source : Contrepoints.org

Communiqué

25 juin 2018 : Les services du FMI achèvent leur mission de revue au Gabon.

Au regard du sujet purement économique qu’il reflète, nous décidons de publier ce rapport dans notre journal *Economie Gabon+* tel qu’il nous a été transmis



Les communiqués de presse de fin de mission contiennent les déclarations des équipes des services du FMI rendant compte de leurs conclusions préliminaires. À partir des conclusions préliminaires de cette mission, les services du FMI prépareront un rapport qui, sous réserve de l’approbation de la Direction, sera présenté au Conseil d’administration pour examen et décision.

- La croissance économique devrait se redresser en 2018 pour atteindre 2%, contre 0,5% en 2017.
- La performance du programme a été faible, avec des dérapages budgétaires substantiels et des progrès lents sur les réformes structurelles. Les autorités ont convenu de prendre des mesures correctives fortes.
- Les discussions se poursuivent pour finaliser un ensemble de mesures et de réformes qui pourraient être présentées au Conseil d’administration du FMI avant la fin du mois de juillet 2018.

Une mission du Fonds monétaire international (FMI) dirigée par Alex Segura-Ubiergo a séjourné à Libreville du 13 au 25 juin pour réaliser la deuxième revue de l’accord élargi du Gabon au titre du mécanisme élargi de crédit. Le programme appuyé par le MEDC aidera le Gabon à rétablir la stabilité macroéconomique et à jeter les bases d’une croissance inclusive. Il cherche à consolider la soutenabilité de la dette au niveau national et à contribuer à la stabilité extérieure de la Communauté économique et monétaire d’Afrique centrale (CEMAC), en s’appuyant sur les efforts collectifs des autres pays membres et des institutions régionales de la zone monétaire.

À l’issue de la mission du FMI pour la deuxième revue, M. Segura-Ubiergo a publié la déclaration suivante :

« L’activité économique semble se stabiliser, avec une croissance estimée à environ 0,5 % en 2017. En dépit de la faiblesse des secteurs traditionnels de l’activité économique (pétrole, commerce et services), une activité robuste dans les secteurs de l’extraction minière, de l’agriculture et du bois a contribué à éviter une récession de l’économie. Cela indique que **certains éléments de la stratégie de diversification des autorités commencent à avoir un impact positif.**

« L’inflation s’est établie au niveau modeste de 2,7 % et les exportations de pétrole et les nouvelles capacités minières ont contribué à réduire le déficit du compte courant en 2017. La croissance économique devrait se redresser en 2018 pour atteindre 2 %, soit un rebond plus modeste que prévu. Néanmoins, les perspectives à moyen terme restent favorables si des politiques adéquates sont mises en œuvre comme prévu. Les perspectives de reprise graduelle restent bonnes, tirées par une augmentation des investissements privés à grande échelle dans l’infrastructure de transport du Gabon et dans les secteurs d’exportation émergents et établis. Les projets agricoles et forestiers en grande partie ruraux et à forte intensité de main-d’œuvre pourraient également générer des retombées positives, mais ce potentiel dépendra en grande partie des réformes visant à améliorer le climat des affaires pour lequel de plus grandes réformes sont nécessaires.

« Les vulnérabilités du secteur financier ont augmenté en 2017. Les dépôts bancaires et les crédits au secteur privé ont diminué, tandis que les créances en souffrance ont augmenté. Les conditions se sont détériorées au premier trimestre 2018, reflétant l’incidence des arriérés intérieurs du gouvernement sur ses fournisseurs. Des mesures décisives seront nécessaires pour accélérer le remboursement des arriérés intérieurs qui constitue une lourde charge pour la capacité du secteur privé à soutenir la croissance économique et pourrait affaiblir davantage la santé du système bancaire. Intégré à la stratégie du « Club de Libreville », ce plan de remboursement doit être mis en œuvre de manière transparente.

« La mission s’est déclarée préoccupée par la faiblesse des résultats du programme, les dérapages budgétaires substantiels et les progrès décevants des réformes structurelles. Le déficit budgétaire global (base caisse) a baissé d’environ 3 % du PIB, globalement en ligne avec les projections du programme. Cela a contribué à contenir la dette publique (y compris les arriérés intérieurs) à environ 63 % du PIB. Cependant, la composition de l’ajustement a été peu optimale, car elle a reposé sur une forte baisse

des investissements publics, ce qui peut avoir un impact négatif sur la croissance. Les progrès ont également été insuffisants pour contenir les dépenses courantes (salaires et traitements, transferts, subventions et comptes spéciaux) et les recettes non pétrolières ont été faibles. Les progrès réalisés pour éliminer les arriérés intérieurs et extérieurs ont également été plus lents qu’attendu et de nombreuses réformes structurelles importantes ont été retardées ou n’ont pas été mises en œuvre comme prévu.

« Les autorités ont reconnu la nécessité d’accélérer la mise en œuvre du programme et ont convenu de mettre en œuvre des mesures décisives dans le cadre de la loi de finances rectificative 2018. La mission a noté que les efforts pour réduire la masse salariale inclus dans le projet de loi de finances rectificative contribueront à alléger les pressions de trésorerie et à placer les finances publiques sur une trajectoire soutenable. Elle a cependant également noté que des mesures visant à renforcer la mobilisation des recettes ainsi que des réductions supplémentaires du niveau total des dépenses seront nécessaires, tout en veillant à ce que les dépenses sociales soient correctement protégées. Une plus grande rigueur sera également nécessaire dans l’exécution du budget et la gestion de la trésorerie pour remédier au problème récurrent d’accumulation d’arriérés extérieurs qui nuit à la crédibilité internationale et à la solvabilité du pays.

« Les autorités ont indiqué leur intention de faire progresser un ensemble de réformes décisives pour mobiliser des recettes non pétrolières supplémentaires, contenir les dépenses publiques, améliorer la transparence et l’efficacité du budget, protéger les dépenses sociales en faveur des groupes les plus vulnérables de la population et améliorer la gestion de la trésorerie, afin d’éviter une nouvelle accumulation d’arriérés intérieurs et extérieurs. Les discussions se poursuivront dans les prochains jours pour finaliser un ensemble de mesures économiques et de réformes qui pourraient être présentées au Conseil d’administration du FMI avant la fin du mois de juillet 2018 ».

« La mission voudrait remercier les autorités gabonaises pour les discussions constructives qu’elle a eues et pour leur chaleureuse hospitalité. »

Le 19 juin 2017, le Conseil d’administration du FMI a approuvé en faveur du Gabon un accord élargi d’un montant de 464,4 millions de DTS (droits de tirage spéciaux environ 642 millions de dollars ou 215 % de la quote-part du Gabon au FMI) au titre du mécanisme élargi de crédit à l’appui du programme de redressement du pays à moyen terme. La première revue du programme s’est achevée le 21 décembre 2017 ■

Décryptage : les exportations françaises en net recul en Afrique

Sénégal, Algérie, Cameroun, Côte d'Ivoire... La France perd des parts de marché sur l'ensemble du continent africain et dans presque tous les secteurs excepté l'aéronautique. La société d'assurance-crédit Coface s'est penchée sur cette tendance.

La rédaction

La France perd des parts de marchés en Afrique au profit de plusieurs autres pays européens, de l'Inde et de la Chine. C'est le constat de l'agence d'assurance-crédit Coface publié dans une note publiée le 20 juin.

« Alors que les exportations françaises représentaient près de 11 % des flux vers l'Afrique au début du millénaire, leur poids a été divisé par deux en 2017 pour représenter 5,5 % », explique Ruben Nizard, l'un des économistes de Coface qui a réalisé l'étude.

« En 2017, dépassée par l'Allemagne, la France a également perdu son statut de premier fournisseur européen du continent africain », poursuit-il. Si la baisse de la part de marché est en ligne avec le recul des parts de marché à l'exportation de la France au niveau mondial (de 4,7 % en 2001 à 3 % aujourd'hui), « l'ampleur du recul sur le marché africain a été nettement plus importante ».

« La progression de la Chine a été fulgurante », souligne Bruno de Moura Fernandes, l'un des auteurs de la publication. Son poids dans les exportations vers le continent est passé de 3 % en 2001 à près de 18 % aujourd'hui, surpassant la France comme premier exportateur dès 2007. Le recul des autres économies européennes est moins marqué. D'autres économies émergentes telles que l'Inde ou la Turquie, mais également d'autres pays européens comme l'Espagne, ont connu une progression de leur part de marché de l'ordre de 1 à 3 points, grâce à des gains concentrés dans certains secteurs (machines, automobiles).

FORTE CONCURRENCE

Hormis l'aéronautique, les ventes françaises en Afrique reculent dans tous

les principaux secteurs exportateurs. Le poids de la France – comme ceux de l'Allemagne et de l'Italie – dans les exportations de machines vers l'Afrique a été divisé par deux entre 2001 (12 %) et 2017 (6 %), en raison de la concurrence de la Turquie, de l'Espagne et surtout de la Chine. La part de Pékin a été multipliée par 8 pour atteindre 25 % des exportations totales de machines. Cette baisse de la part de marché française atteint entre 15 et 20 points de pourcentage en Algérie, au Maroc, en Côte d'Ivoire ou au Cameroun, et 25 points au Sénégal.

La tendance est similaire pour le secteur des appareils électriques et électroniques, la part française reculant au profit de la Chine, tout comme dans l'automobile, avec l'Inde, détaille Bruno de Moura Fernandes. Dans le domaine pharmaceutique, le poids de l'Inde a progressé de 5 % à 18 %, tiré par sa production de génériques à bas coût. Pour les ventes de blé, la baisse de part française en 2017, imputable en partie à une mauvaise récolte, a favorisé la Roumanie, l'Ukraine et la Russie qui ont fourni 40 % de la consommation africaine de blé de 2017, contre 1 % en 2001.

Outre l'émergence de la Chine, la Coface souligne une perte de compétitivité-prix des productions françaises. Malgré tout, l'agence pointe des marges de progression possibles sur certains marchés africains : Afrique australe, Afrique de l'Est, Algérie, Maroc et « bande sahélienne » (Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad). « Il existe un gain potentiel pour les exportations françaises en valeur en Afrique de l'ordre de 21 %, qui ramènerait ses parts de marché au niveau d'avant crise, soit 7 % », conclut Ruben Nizard ■

Source : Jeune Afrique

Répertoire des villes africaines les plus chères en 2018 ?

L'entreprise américaine Mercer a publié cette semaine, un nouveau rapport sur la cherté de la vie dans plusieurs villes du monde. Le « Mercer's 2018 cost of living ranking » qui prend en compte 209 villes à travers le monde (dont 42 africaines), dresse un classement des villes où le coût de la vie est le plus élevé pour les expatriés.

La rédaction

D'après le document, la ville la plus chère pour les expatriés sur le continent africain serait Luanda, qui occupe la sixième place mondiale (contre la 1^{re} place en 2017). Selon les experts, cette performance s'expliquerait par une baisse du marché de l'immobilier dans la capitale angolaise ainsi que par une forte dépréciation du Kwanza par rapport au dollar.

La ville d'Afrique australe cède donc sa place à Hong-Kong qui monte d'une marche sur le podium alors qu'elle occupait la 2^e place dans l'édition 2017 du classement.

La ville de N'Djamena quant à elle occupe la 8^e place du classement et porte donc à deux le nombre de villes africaines dans le top 10 mondial de ce classement. Hormis ces deux villes, huit autres capitales africaines (Libreville, Brazzaville, Victoria, Abidjan, Kinshasa, Lagos, Yaoundé et Bangui) se classent dans le top 50 mondial du classement.

Notons que pour effectuer son classement, le cabinet Mercer s'appuie sur plusieurs critères tels le coût du transport, du logement, de la nourriture, de l'habillement, des loisirs et des appareils ménagers dans les villes étudiées.

CLASSEMENT 2018 DES VILLES AFRICAINES LES PLUS CHÈRES POUR LES EXPATRIÉS

Rang continental	Ville	Pays	Rang mondial
1 ^{er}	Luanda	Angola	6 ^e
2 ^e	N'Djamena	Tchad	8 ^e
3 ^e	Libreville	Gabon	18 ^e
4 ^e	Brazzaville	Congo	19 ^e
5 ^e	Victoria	Seychelles	21 ^e
6 ^e	Abidjan	Côte d'Ivoire	24 ^e
7 ^e	Kinshasa	RDC	37 ^e
8 ^e	Lagos	Nigeria	42 ^e
9 ^e	Yaoundé	Cameroun	43 ^e
10 ^e	Bangui	Centrafrique	48 ^e
11 ^e	Dakar	Sénégal	62 ^e
12 ^e	Accra	Ghana	63 ^e
13 ^e	Djibouti	Djibouti	73 ^e
13 ^e	Douala	Cameroun	73 ^e
15 ^e	Abuja	Nigéria	99 ^e
16 ^e	Conakry	Guinée	106 ^e
17 ^e	Cotonou	Bénin	111 ^e
18 ^e	Bamako	Mali	120 ^e
19 ^e	Nairobi	Kenya	123 ^e
20 ^e	Casablanca	Maroc	128 ^e
21 ^e	Lomé	Togo	134 ^e
21 ^e	Ouagadougou	Burkina-Faso	134 ^e
23 ^e	Niamey	Niger	143 ^e
24 ^e	Port-Louis	Maurice	161 ^e
25 ^e	Harare	Zimbabwe	165 ^e
25 ^e	Rabat	Maroc	165 ^e
27 ^e	Kigali	Rwanda	169 ^e
28 ^e	Cape Town	Afrique du Sud	170 ^e
29 ^e	Johannesburg	Afrique du Sud	177 ^e
30 ^e	Maputo	Mozambique	179 ^e
31 ^e	Dar-Es-Salam	Tanzanie	180 ^e
32 ^e	Addis-Abeba	Ethiopie	183 ^e
33 ^e	Lusaka	Zambie	185 ^e
34 ^e	Le Caire	Egypte	188 ^e
35 ^e	Gaborone	Botswana	189 ^e
36 ^e	Kampala	Ouganda	192 ^e
37 ^e	Nouakchott	Mauritanie	194 ^e
38 ^e	Alger	Algérie	195 ^e
39 ^e	Windhoek	Namibie	196 ^e
40 ^e	Blantyre	Malawi	204 ^e
41 ^e	Banjul	Gambie	206 ^e
42 ^e	Tunis	Tunisie	208 ^e

Source : agenceecofin

BICP

LEADER DU CONSEIL IMMOBILIER AU GABON



34 ANS D'EXPERTISE

Arrivé au Gabon en janvier 1984, Philippe Chandezon, diplômé de l'ESTP (Eyrolles) fort d'une expérience de plus de dix ans dans les secteurs du bâtiment et de l'immobilier en Afrique de l'ouest, a décidé de dynamiser le marché gabonais des ventes de biens immobiliers en créant BICP (Bureau International de Conseil et de Promotion). Aujourd'hui, BICP, la plus ancienne agence immobilière en activité au Gabon, vous conseille pour la vente ou la recherche de tout bien immobilier.

UN HABITAT MODERNE POUR TOUS

De plus, conscient de la difficulté qu'ont les gabonais pour se loger, BICP assure en exclusivité la commercialisation des maisons produites par la Société ADHI (American Dream Home International) qui produit des maisons révolutionnaires avec l'utilisation de nouveaux matériaux tels que le béton allégé et une ossature en acier galvanisé. Cela a permis de réduire considérablement les temps de construction ainsi que les coûts tout en améliorant la qualité

phonique et d'isolation des constructions et en garantissant la durabilité.

BICP vous propose 3 modèles types vendus au prix exceptionnel de 10, 15 et 20 millions (modèles de 2 et 3 chambres) hors fondations pour une durée de construction de moins d'un mois.

Nous pouvons étudier avec vous tout type de construction même à étage

Si vous ne possédez pas de terrain, nous vous aiderons à en trouver un.

DU NOUVEAU AU GABON : Votre maison en 15 jours à 15 millions



Immeuble BICP, bord de mer - 1474, Av. G. Pompidou
BP 4562 Libreville - Gabon

Fixe : (+241) 01 73 18 80 / Portable : (+241) 05 31 70 00 / 07 72 42 43

Email.: pchandezon@gmail.com - servicecommercial@bicpgab.com / www.bicpgab.com

Burkina Faso : Zone Zaca 10 BP 13589 - Ouagadougou - Tél : +226 25 30 00 14 / 77 68 64 64

À la rencontre des éleveurs de volailles

La SMAG et les éleveurs de volailles entretiennent d'étroites relations depuis de nombreuses années. La confiance qui les lie les fait mutuellement et considérablement progresser. L'évolution de la profession se traduit par une augmentation de la production. Si le Gabon est autosuffisant en consommation d'œufs, ce n'est pas le cas avec le poulet. Consécutivement à notre entretien avec Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'élevage M. Biendi Maganga Moussavou (N° 65 mai) et avec Monsieur Bruno Lardit, DG de la SMAG (N° 66 juin), nous avons souhaité compléter l'information et sommes allés à la rencontre des éleveurs. Deux professionnels nous ont reçus dans leur exploitation respective.

Par Anne-Marie Jobin



Poulailler de dinde de la ferme Grafema



M. JEAN PIERRE ABUSWA, DG DE LA FERME GRAFEMA

Professionnel depuis 2001, il dispose d'un terrain de plus d'un hectare dans Libreville. Quand il a décidé de devenir éleveur, bien conscient que nourrir les animaux correctement était la clé de la réussite, il s'est tout naturellement rapproché de la SMAG, sachant que ce fournisseur d'aliments est aussi producteur d'œufs et éleveur de poussins d'un jour, de poules pondeuses et de poulets de chair. Tous les conseils étaient bons à prendre. Sa collaboration avec les agents de la SMAG est multiple, d'où l'intérêt qu'il lui porte. La SMAG intervient à plusieurs niveaux

et propose des formations. Ses agents se rendent également régulièrement sur site, apportant leurs conseils pour améliorer les installations et le rendement. Malgré ces apports précieux, des problèmes subsistent pour l'ensemble des éleveurs et la SMAG n'y peut rien. Malgré tous les efforts fournis en termes de respect des règles sanitaires, des soucis d'ordre médical surviennent parfois. Lorsque les éleveurs observent des volailles mortes, ils appellent un vétérinaire qui identifie la bactérie responsable et prescrit un antibiotique. Mais déterminer l'agent pathogène n'est pas toujours possible. Cette partie des dépenses correspond à 10 % du chiffre d'affaires. Pour continuer dans les chiffres, malgré les efforts consentis par la

SMAG, le prix de l'alimentation de son cheptel correspond à 53 % de ses charges. Ajoutons à ces 63% les frais fixes inhérents à une société : on se doute que la marge n'est pas très conséquente. Néanmoins, l'élevage est une valeur sûre et porteuse pour l'avenir.

Remarquablement dirigée par Monsieur Abuswa, la ferme GRAFEMA compte 1 500 cailles, produits de luxe pour leurs œufs et leur chair particulière, 300 dindes, 1 000 poulets de chair, 3 000 poules pondeuses de deux types : *marans cuivrés* et *ISA Brown*, qui lui permettent de ramasser 2 500 à 2 600 œufs chaque matin, ainsi que des poulets fermiers et des pintades.

Contre toute attente, nous observons également la présence de chèvres nées d'un couple offert à Monsieur Abuswa à l'occasion du mariage de sa fille. Il a décidé de ne pas les cuisiner et de les garder. Aujourd'hui il en a une vingtaine qu'il vend sur réserve.

Financièrement, la volaille la plus intéressante à élever est la dinde, avec un retour sur investissement rapide grâce au réseau de clientèle qu'il a constitué auprès des administrations. Le poulet de chair est aussi une volaille très prisée, mais moins rentable. Contrairement à beaucoup de ses confrères, Monsieur Abuswa gère aussi une petite unité d'abattage qui répond aux normes internationales.



M. JULES-ÉRIC DJIMEFO, DG DE LA FERME JULES ERIC

Nous avons également rencontré Jules-Éric DJIMEFO installé depuis 2016. Fils d'éleveur, ce dernier a appris le métier sur le tas. Lui aussi exerce sur environ un hectare de terrain, derrière Owendo. Il réinvestit 80 % de ses bénéfices dans de nouveaux bâtiments, avec la volonté d'augmenter son cheptel.

Son problème principal est l'accessibilité. Depuis une piste en très mauvais état, pour atteindre sa ferme très excentrée, il doit marcher 500 mètres sur un chemin escarpé. Imaginez la difficulté pour transporter les sacs de nourriture des volailles ! Il travaille avec des hommes qui chargent et poussent des brouettes ce qui grève son chiffre d'affaires. Ces hommes acheminent jusqu'à 15 sacs de 50 kg par jour.

Une centaine d'éleveurs (volailles et porcs) se sont réunis et ont créé une coopérative.

Jules-Éric Djimefo exploite 6700 poules pondeuses, 900 poulets de chair et attend la livraison de 500 poussins. À la question : « Comment vont les affaires ? », il répond : « La crise nous a fortement impactés. Le marché est très porteur aux périodes de fêtes, de congés, et nous devons rester à l'écoute de cette temporalité ». Jules-Éric n'a pas de réseau de distribution précis, le marché est ouvert et il déplore discrètement que la SMAG soit un concurrent direct. « Nous, les éleveurs du Gabon, souhaiterions exporter, mais nous ne serions pas concurrentiels et nous savons que nos voisins maîtrisent leurs propres marchés ».

En parallèle de son exploitation, il a semé et gère à présent 1 600 bananiers qui lui donnent une

cinquantaine de régimes tous les quinze jours. Ils poussent considérablement grâce à l'apport de fiente produite par ses poules. La fiente est un puissant engrais naturel qu'il conditionne dans des sacs spéciaux vendus 1 000 F l'unité.

Ils ambitionnent de fédérer un mouvement d'unité pour définir et maîtriser un process d'actions. Ils souhaitent rencontrer leur ministre de tutelle pour lui exposer leurs problématiques. À l'unanimité, ils prétendent que si l'État leur allouait quelques hectares de terrain sur la nationale 1, loin des habitations, ils les dédieraient à cette exploitation. Cet emplacement géographique éviterait les nuisances sonores et olfactives résultant de leurs exploitations. Ils considèrent que le **ministère de l'Agriculture et de l'élevage** pourrait également s'impliquer davantage, notamment en termes d'investissement dans les matériels d'infrastructure, dans l'appui des interventions phytosanitaires et vétérinaires, afin que cette filière puisse fournir et tendre ainsi vers l'autosuffisance en matière de volailles et de porcs.

À l'heure où nous imprimions, nous apprenons que Monsieur Biendi Maganga-Moussavou, Ministre de l'Agriculture et de l'élevage a déclaré le 16 juillet 2018 que le riz, le poulet et le porc constituent le tiers des importations au Gabon. Chaque année, le pays importe pour près de 1,5 milliard de dollars de denrées alimentaires. 824 milliards de francs CFA par an, c'est trop ! Il s'engage à porter «une attention particulière» aux filières permettant de produire ces trois produits. Son département réfléchit à des moyens de développer les trois filières. «Nous sommes actuellement en train de mettre en place des programmes qui devraient porter leurs fruits assez rapidement, pour pouvoir développer une filière porcine qui soit dynamique et qui réunisse l'ensemble des petits producteurs du pays. Ils travailleront avec un opérateur économique qui assure à la fois l'abattage, la conservation, la transformation et la commercialisation», a précisé Biendi Maganga-Moussavou.

À la lecture de ce constat, gageons que les leaders de la coopérative seront reçus rapidement ■



DES PROJETS SUR DE BONS RAILS



En 2013, la densité du réseau routier en Afrique était la moins élevée au monde (7 km pour 100 km²). Face à ce retard qui entrave le développement, de plus en plus de projets sont initiés, notamment en Afrique Centrale. Cette région du continent présente en effet le taux de bitumage le plus bas. Le secteur « Transport » en Afrique est-il en pleine mutation ?

Par Anne-Marie Jobin

La stratégie de développement du **réseau routier** mise en place par les gouvernements africains repose sur un schéma multimodal. Le transport routier constitue un des plus grands avoirs de l'Afrique subsaharienne. Le coût du transport en Afrique est néanmoins le plus cher au monde.

Le maintien des tracés routiers date des années 60. Il se complète par un vaste programme de construction de routes dites transafricaines. Les principales routes du réseau africain disposent d'une longueur totale de 31 423 km et de 45 832 km de voies de raccordement. Cela représente environ 90 % des transports de passagers et de marchandises.

Le **transport ferroviaire** africain est obsolète. Ses avantages comparatifs n'apparaissent que dans le transport des pondéreux et des produits non périssables. Une quinzaine de pays ne possèdent pas de voies ferrées. Le potentiel d'échanges commerciaux interrégionaux et interétatiques est par conséquent très réduit. Le réseau actuel se caractérise par son mauvais état. Longtemps laissé à l'abandon, notamment par manque de rentabilité, de nouveaux projets de réhabilitation et de construction de nouvelles lignes sont lancés, dont notamment les lignes Abidjan - Ouagadougou ou Cotonou - Niamey.

Les **infrastructures portuaires** se modernisent peu à peu. Leur objectif ? Répondre aux prévisions de la Banque Africaine de Développement qui souhaite que cette activité s'élève à 2 m^{ds} de tonnes en 2040. Actuellement, elle s'élève à 265 millions. Les volumes transportés en Afrique doivent être multipliés par 6 voire par 8 pour permettre de desservir les pays enclavés. En effet, un grand nombre d'entre eux comptent sur leurs voisins possédant une façade maritime.

Le **développement du transport aérien** pèse peu. Il ne représente que 2,4 % du trafic mondial de passagers. Par conséquent, son potentiel est important. Durant la prochaine décennie, la croissance du trafic aérien doit s'établir à +6,2% par an. Puis à +4,9% pendant les dix années suivantes (2028/2038) et 5,5% jusqu'en 2050. Des flux de trafic entre l'Afrique et le reste du monde (Chine, Inde) de plus en plus importants suscitent la convoitise de grandes compagnies aériennes. La croissance du trafic oblige quelques États à augmenter leurs capacités d'accueil et à moderniser leurs infrastructures. Il s'agit par exemple

du Sénégal qui a inauguré l'aéroport international Blaise-Diagne à 40 km de Dakar.

L'intérêt porté au développement du tourisme, notamment par les pays relativement stables politiquement et économiquement, occasionne et accélère la réalisation de grands chantiers.

En ce qui concerne le Gabon, vous le lirez dans ce dossier que de grands travaux à venir sont d'ores et déjà entérinés. Dans 4 ans, un aéroport international remplacera l'aéroport de Libreville, la SETRAG investit et modernise ses voies ferrées et des contrats sont signés pour créer et entretenir le réseau routier. Quant aux compagnies aériennes, Turkish et Ethiopian vous exposent leurs acquis, leurs valeurs, leurs concepts et leurs ambitions. Vous découvrirez également en détail comment Afrijet résiste, grandit, réussit et continue d'investir depuis 14 ans. Enfin, jusqu'à présent, il n'existait pas au Gabon de club du Tourisme. Daniel Lefèbvre, Directeur général d'ADL, l'a créé avec des partenaires liés directement à son développement. Il a répondu à nos questions ■

INTERVIEW DE PATRICK CLAES - DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SETRAG

La SETRAG s'engage à investir 207 milliards de F CFA...

Le Transgabonais est la ligne ferroviaire qui traverse le Gabon d'ouest en est pour relier le port d'Owendo à Franceville. Longeant le fleuve de l'Ogooué sur 670 km, ce train dessert 23 gares dont celles de Ndjolé, Booué, Lastourville et Moanda (mine de manganèse).

Par Anne-Marie Jobin

ECONOMIE GABON + : Monsieur Patrick Claes, voudriez-vous nous donner un bref aperçu de l'histoire de la SETRAG. En quelle année cette ligne fut-elle dessinée et construite ? À quelles fins ? S'agissait-il d'évacuer les matières premières telles que le bois ou le manganèse ?

Les études de la création du chemin de fer du Gabon sont relativement récentes puisqu'elles ont commencé dans les années 1960. Les travaux furent entrepris en 1976 pour s'achever en 1988 et devenir la ligne du Transgabonais telle que nous la connaissons aujourd'hui. Douze années ont donc été nécessaires et ce chantier fut qualifié, à l'époque, du plus grand ouvrage du continent. L'avantage de ce réseau qui date donc d'une quarantaine d'années, est qu'il fut construit aux normes les plus récentes d'écartements standards appliquées en Europe ou aux États-Unis (1,435 m). Cette ligne comprend 53 ouvrages d'art et 2000 ouvrages hydrauliques.

Economie Gabon + : Quelle fut son évolution au fil des années ?

Au tout début de son exploitation, cette ligne était gérée par l'Office des chemins de fer gabonais, l'OCTRA, un office public à caractère industriel et commercial. En 1998, l'État ne pouvant plus assurer les subventions d'équipement et une partie des subventions d'exploitation, il a été décidé la mise en concession ferroviaire qui a fait l'objet d'un appel d'offre remporté par un consortium qui a géré le Transgabonais jusqu'en 2003. Consécutivement aux divers problèmes rencontrés, la COMILOG fut mandatée cette même année pour piloter le Transgabonais et en 2005, ce mandat fut transformé en une concession qui prendra fin en 2035. Jusqu'à la fin des années 92/93, COMILOG, principal minier du Gabon, exportait son manganèse par téléphérique depuis Moanda jusqu'au Congo, au port de Pointe-Noire.

Economie Gabon + : Comment est constituée la SETRAG juridiquement ? Quel est votre lien avec le groupe ERAMET et la COMILOG ?



Patrick CLAES - Directeur Général de la SETRAG

La COMILOG, filiale du groupe ERAMET, détient 99,8 % de SETRAG. L'État gabonais n'est pas actionnaire, il a un rôle de concédant et dispose d'un droit de regard qui lui permet de participer aux Conseils d'Administration.

Economie Gabon + : Combien le Transgabonais a-t-il transporté de tonnes de marchandises, de manganèse, de grumes en 2017 ? Combien de voyageurs ?

Le Transgabonais a transporté 5 839 000 tonnes tout fret confondu, dont 5 113 000 tonnes de manganèse réparties de la manière suivante : COMILOG 4 100 000 tonnes, CITIC 700 000 tonnes et NGM 220 000 tonnes.

COMILOG possède ses propres wagons, ses locomotives et son personnel de conduite des trains.

Propriétaire de ses matériels roulants, la GSEZ se positionne comme logisticien vis-à-vis des autres opérateurs miniers que sont NGM et CITIC, mais SETRAG en assure l'entretien et la conduite. Concernant le fret des containers, du bois, des carburants, nous les assurons avec nos propres locomotives et nos wagons. En 2017 la SETRAG a accueilli et transporté 321 705 voyageurs. Ce chiffre est en aug-

mentation constante puisqu'en 2014, nous comptabilisions seulement 215 000 passagers.

Economie Gabon + : Continuons dans les chiffres. Combien de locomotives, combien de voitures, quel chiffre d'affaires ?

Sur le plan quantitatif, la SETRAG dispose d'un parc de 17 locomotives de ligne, 12 de manœuvre, de 25 voitures voyageurs et de 800 wagons.

La COMILOG travaille avec 16 locomotives et 600 wagons. La GSEZ dispose de 3 locomotives et d'une centaine de wagons. La CITIC dispose de 2 locomotives et 90 wagons.

En termes de temps, avec le train de voyageurs, nous relierons Libreville à Franceville en moyenne en 13h aller tandis que le train des minéraliers nécessite en moyenne 27h.

Quant à notre chiffre d'affaires, nous avons réalisé une hausse de 21% par rapport à l'exercice 2016. Nous atteignons 69 mds de F CFA HT qui se décomposent ainsi : 35 mds du trafic minier, 9 mds du trafic voyageurs. Les 25 mds restants résultent du transport des autres matières : bois, conteurs, carburant...

Economie Gabon + : Vous êtes le point central du hub de Lastourville créé conjointement avec les principaux forestiers et accompagné par le groupe Bolloré pour la logistique. Comment avance ce projet ?

Nous sommes très satisfaits. Les travaux sont en cours et nous maintenons la date du début d'exploitation prévue en septembre prochain.

Economie Gabon + : Quel est l'impact écologique de ce train selon vous ?

Le train est un moyen de locomotion **écologique** pour la planète. Si nous comparons le transport ferroviaire à la route, nous rejetons 10 fois moins de CO² à la tonne transportée.

Economie Gabon + : Vous rencontrez des problèmes notamment avec les éléphants. Quelles sont les décisions ou les options choisies pour éviter ces drames ?

Effectivement, chaque année, nous déplorons une quinzaine de heurts d'éléphants. Ce chiffre est évidemment trop important même s'il est minime au regard des morts dus au braconnage. Dans le cadre de notre collaboration avec l'ANPN, nous travaillons à l'étude d'un changement de comportement des agents. 65% de ces éléphants sont écrasés sur le tronçon entre Otoumbi et Offoué, mais en réalité, toute la ligne est concernée. Lorsqu'un éléphant est percuté, nous sommes en charge d'attendre les services de l'ANPN pour préserver la carcasse susceptible d'intéresser les villageois. Sur le plan préventif, il est inimaginable et surtout inutile de dresser un grillage sur les plus de 400 km concernés par les passages des pachydermes. Nos conducteurs ont des consignes précises qu'ils respectent : klaxonner plusieurs fois et ralentir, mais si la bête ne réagit pas, il est impossible de freiner un train pesant 2000 à 3000 tonnes lancé à 70 km/h à si peu de distance.

Economie Gabon + : Le 26 juin 2018, vous avez annoncé officiellement un investissement de presque 207 milliards de F CFA. À quelles fins ?

Ce programme est ambitieux et nous emmène jusqu'en 2024. Il a été défini en collaboration avec l'État gabonais depuis 2014. Il porte sur un certain nombre de composants dont deux sont es-

sentiels : les infrastructures et la superstructure de la voie ferrée. Concernant les infrastructures, il s'agit de traiter les zones instables qui jalonnent la première section du Transgabonais entre Ntoundou et Ndjolé. Une quarantaine de zones longues de 50 à 200 mètres sont concernées.

IL S'AGIT DE LES RENFORCER, DE RECONSOLIDER, DE REMBLAYER, DE TRAITER...

Tout cela est très technique. À ce jour, nous devons observer des vitesses très limitées sur certaines zones pour ne pas les fragiliser davantage et limiter les risques de déraillement. L'objectif est de parvenir à utiliser nos trains à des vitesses normales pour ne pas pénaliser nos rendements et par voie de conséquence, notre rentabilité. Tous les traitements de ces zones instables sont financés par l'État dans le cadre d'un prêt de 93 millions d'euros (61 mds de F CFA) consenti par l'AFD (Agence Française de Développement). De nombreux travaux ont déjà été effectués et nos équipes sur le terrain avancent à un bon rythme. Il incombe au concédant l'achat de voiture de voyageurs, la rénovation des bâtiments d'exploitation, les logements réservés au personnel de la SETRAG, la rénovation et mise aux normes des gares de Lastourville, de Moanda et d'Owendo. Il en va de même pour la partie superstructure, y compris les ballasts et les traverses ainsi que le système des télécommunications dédié à la gestion de la circulation ferroviaire. Pour faire face à l'augmentation du trafic et cesser d'obliger l'arrêt de chaque train dans une gare (mesure prise par sécurité), nous souhaitons centraliser et contrôler les circulations à distance grâce à une technologie déjà éprouvée et jugée efficace.

Economie Gabon + : Combien de personnes sont employées par la SETRAG ? La SETRAG s'investit-elle dans la formation ?

La SETRAG emploie 1 100 agents tous secteurs confondus et nous travaillons avec 400 sous-traitants. Nous avons un centre de formation à Franceville et un internat dans lequel nous formons des personnels dans le secteur ferroviaire, principalement dans les métiers liés à la voie et à la signalisation. Dès le mois de janvier 2019, nous formerons également les conducteurs de nos trains à l'aide de deux simulateurs de conduite ■

INTERVIEW ADRESSÉ À MARC GAFFAJOLI, ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL D'AFRIJET

La passion de l'aviation selon AFRIJET

En 2004, un groupe d'investisseurs gabonais créent Afrijet Business Service. Le premier CTA (Certificat de Transport Aérien) fut délivré en février 2005. Treize ans après, quel bilan pour cet important acteur économique du pays ?

Par Anne-Marie Jobin



Marc GAFFAJOLI,
Administrateur Général
d'AFRIJET

ECONOMIE GABON + : Monsieur Gaffajoli, veuillez présenter AFRIJET 2018 à nos lecteurs.

AFRIJET entre effectivement dans sa 14^e année et nous en tirons une certaine fierté parce que seules très peu de compagnies ont résisté quatorze ans sur notre continent. C'est un signe de bonne gestion. AFRIJET est en développement et nous sommes très confiants. En effet, AFRIJET a grandi au cours de la dernière décennie, sur une niche d'aviation d'affaires répondant à des besoins institutionnels. La sous-région était insuffisamment équipée pour transporter des délégations officielles et le succès rencontré a lancé la compagnie sur de bons rails. Pour ma part, j'ai rejoint la structure en 2010 avec pour objectif la diversification, en ouvrant le portefeuille clients et en proposant des services novateurs. C'est ainsi que des vols pour les compagnies pétrolières ont été mis en place.

NOTRE PREMIER CONTRAT FUT SIGNÉ AVEC SHELL GABON EN 2012. PENDANT 5 ANS, NOUS AVONS RÉALISÉ 200 À 300 VOLS PAR MOIS ET TRANSPORTÉ UN DEMI-MILLION DE PASSAGERS.

Puis en 2014, en collaboration avec l'industrie pétrolière, nous avons développé des compétences en matière d'exploitation de turbopropulseurs avec des appareils de type ATR. Ces contrats nous ont imposé une grande rigueur dans les domaines de la sécurité, de la régularité, de la ponctualité et de la fiabilité. L'exigence justifiée des pétroliers sur ces critères implique que nous soyons contrôlés tous les mois et que nous devons répondre à des « tableaux indicateurs de performances » disséqués sous tous les angles. Forts de la mise en application de tous ces paramètres pendant 5 ans, nous avons proposé



Un des ATR 42-500 de la flotte



Intérieur d'un FALCON - Aviation d'affaires

en 2016 des vols domestiques classiques ouverts au grand public, depuis notre base de Libreville vers Port-Gentil et Franceville. Plus récemment, début 2017, nous avons initié notre projet de régionalisation. Notre stratégie est de parvenir à faire d'AFRIJET une compagnie régionale. Cette accélération ne doit rien au hasard. Depuis novembre 2017, l'abolition des visas pour la zone CEMAC permet de relier librement toutes les capitales entre elles, ce qui facilite le commerce, les échanges, les rencontres et rapproche les familles. Cette mesure réduit également les coûts pour le voyageur. Concernant le Gabon, le fait que São Tomé et Príncipe ait supprimé les visas pour les ressortissants gabonais et européens permet également une mobilité plus aisée.

ECONOMIE GABON + : Quelles sont les différentes destinations depuis Libreville ?

Nous avons ouvert des routes vers les pays frontaliers depuis 6 mois seulement et sommes déjà présents à São Tomé, au Congo (Pointe-Noire et Brazzaville), et très récemment au Cameroun à Douala et à partir de Septembre à Yaoundé. Le prochain pays visé est le Nigéria, dans un premier temps avec Port-Harcourt qui est également une destination pétrolière, puis dans quelques mois Lagos.

ECONOMIE GABON + : South African Airways n'opère plus au Gabon. Êtes-vous intéressés par cette ligne ?

Nous nous penchons très sérieusement sur la question. Nous étudions, réalisons nos business plans et sommes désignés pour la partie gabonaise, mais la distance ne permet pas à nos appareils d'atteindre cette destination. Nous envisageons l'acquisition de l'avion adéquat au cours du 2^e semestre 2019.

ECONOMIE GABON + : Combien d'avions votre flotte comporte-t-elle ? Lesquels ? D'autres sont-ils en commande ?

Notre flotte comporte 6 appareils au total. Nous avons conservé 1 Falcon 900 pour répondre au marché de l'aviation d'affaires et opérons deux ATR 42-500 équipés de 48 sièges utilisés exclusivement par deux compagnies pétrolières du pays. Nous avons aussi deux ATR 72-500 et attendons le troisième appareil en juillet. Ces avions sont pourvus de 66 à 68 places. Ils nous permettent de relier les destinations situées à 1 500 km de notre base de Libreville. L'ATR répond à 100 % à nos besoins. Il est économique, écologique, il est « tout terrain » et nous permet grâce à sa consommation de doubler les fréquences, ce qui n'est pas le cas des Boeing 737, à notre sens peu adaptés à

la demande puisqu'ils ne sont souvent remplis qu'à 50% et qui pourtant remportent la faveur de nombreux opérateurs. C'est, à notre avis, en grande partie la raison pour laquelle de nombreuses compagnies aériennes implantées en Afrique ayant fait ce choix n'ont pas rencontré le succès financier escompté. Ce n'est pas un hasard si ATR remporte 70% de parts du marché du transport aérien régional dans le monde.

ECONOMIE GABON + : Pourquoi n'avez-vous pas d'hélicoptère ?

Exploiter une flotte d'hélicoptères nécessite l'obtention d'un agrément différent. Nous y réfléchissons aussi.

ECONOMIE GABON + : Quel est le nombre de passagers transportés par AFRIJET en 2017 ?

En 2017, nous comptabilisons 150 000 passagers et au 30 juin 2018, nous atteignons déjà les 85 000 passagers. Notre objectif ambitieux est de passer la barre des 200 000 passagers dès la fin de cette année.

ECONOMIE GABON + : Vos principaux clients sont-ils des privés ou des professionnels ?

Plus de deux tiers de notre chiffre d'affaires sont réalisés avec les entreprises ce qui est légitime au regard de notre ADN « aviation d'affaires ». Néanmoins, ce pourcentage ne peut qu'évoluer puisque les vols ouverts au grand public se multiplient.

ECONOMIE GABON + : Proposez-vous un service fret ?

Oui, depuis 10 jours ! C'est très nouveau, nous sommes en rodage et ne communiquons pas encore à ce sujet. Ce service entre dans notre volonté de nous diversifier. Néanmoins, les acteurs de la place spécialisés dans ce domaine sont intéressés par l'ouverture de nos réseaux et nos complémentarités ouvrent de nouvelles perspectives alors que ce genre de transport n'est pas notre cœur de métier.

ECONOMIE GABON + : Vous étiez le transporteur officiel et exclusif de SHELL. Quel a été l'impact de la crise économique due à la chute de l'or noir ?

Nous avons été impactés, mais nos clients ont été particulièrement sensibles à nos innovations en matière de coût et à notre écoute. Nos négociations nous ont amenés à fidéliser notre clientèle et à nous entendre sur des extensions contractuelles. Dans le même temps, nous avons osé ouvrir nos lignes vers les destinations précitées ce qui a compensé le manque à gagner. Aujourd'hui, AFRIJET renforce sa flotte. Nous pensons qu'une entreprise qui n'investit pas est une entreprise vouée à l'échec.

ECONOMIE GABON + : Dé-

crivez-nous vos structures, vos locaux ainsi que le nombre de collaborateurs qui vous accompagnent.

AFRIJET compte 225 collaborateurs. De 2014 à 2017, durant période de récession, nous avons créé une centaine d'emplois, doublant ainsi l'effectif en 4 ans. Notre évolution justifie de nouveaux emplois tels que des postes d'agents commerciaux, agents d'escale... Pour ce faire, nous avons souscrit une convention avec l'ONE et embauché une vingtaine de collaborateurs par ce biais. En termes d'infrastructures, nous sommes présents sur 5 sites au Gabon : Libreville qui est notre base principale pour les vols réguliers, les pétroliers, les vols d'aviation d'affaires. C'est là aussi que nous gérons notre maintenance. Nous avons aussi un terminal privé à Port-Gentil, ==à Gamba où nous gérons l'assistance pour le compte d'Assala Energy, et à Rabi. Ce dernier est un aéroport au cœur de la forêt équatoriale particulièrement difficile à opérer, aux abords d'un parc national. À la grande époque de sa découverte, Rabi était le plus grand champ pétrolier d'Afrique. Nous sommes également à Franceville où nous louons au sein de l'aéroport dans lequel nous avons créé un salon affaires.

ECONOMIE GABON + : Combien de pilotes travaillent pour AFRIJET ?

Nous collaborons avec une cinquantaine de navigants (une trentaine de pilote et une vingtaine de Personnel Naviguant Cabine). Où sont-ils formés ? Comment recrutez-vous ?

C'est une réelle difficulté de recruter au Gabon, due au fait que le transport aérien au Gabon renaît de ses cendres. En conséquence, de moins en moins de pilotes ont bénéficié d'un maintien de compétences et ceux qui ont une licence n'ont parfois pas d'expérience récente.

Nos critères de sélection sont draconiens, mais nous sommes fiers de travailler avec 50% de pilotes gabonais que nous avons formés **au sein du groupe Air France chez HOP**. Je veux aussi souligner que nous avons été les premiers au Gabon à nommer une femme gabonaise Commandant de Bord. Notre objectif est de « gaboniser » l'ensemble de ces postes, mais pour cela il faut pouvoir disposer de ressources humaines. À cet effet, nous investissons dans la formation en nous adressant à des profils ayant déjà quelques centaines d'heures de pilotage au compteur. Cela prend du temps de former un pilote.

ECONOMIE GABON + : Le 14 juin, la commission de l'Union Européenne a encore posé son veto en vous insérant, partiellement, dans la liste noire. Pouvez-vous expliquer à nos lecteurs quels sont les critères qui justifient cette décision.

Ce n'est pas AFRIJET qui est inscrit sur la liste noire, mais le pavillon gabonais dans son ensemble, et

ce, depuis une quinzaine d'années. AFRIJET fait précisément partie des opérateurs repêchés par l'Union Européenne, en raison de la qualité de ses opérations. C'est l'objet de l'annexe B, la liste des opérateurs autorisés. Pour preuve, depuis le milieu des années 2000, nous sommes la seule compagnie gabonaise à avoir obtenu le droit d'atterrir en Europe sans discontinuité. En revanche, puisque nous dépendons d'une autorité de tutelle black-listée, nous sommes dans l'obligation de subir un contrôle à chaque atterrissage et ce dans tous les pays de l'Union Européenne. Il s'agit d'inspection SAFA (Safety Assessment of Foreign Aircraft). Ce sont les inspecteurs des aviations civiles européennes qui s'en chargent. 100% des vols AFRIJET passent par cette contrainte. **Depuis 13 ans, aucune inspection ne s'est soldée par la mise en exergue d'un problème sérieux de sécurité.**

ECONOMIE GABON + : Quels sont vos objectifs à court, moyen et long terme ?

Notre politique passe par l'investissement. Depuis sa création, AFRIJET réinjecte 100% de ses bénéfices aux profits de ses projets et de la consolidation de ses acquis. Aujourd'hui nous transportons 17 000 passagers par mois, sommes le premier client d'ADL en nombre de passagers et réalisons 25 mds de F CFA de chiffre d'affaires. Notre progression est constante et notre croissance significative. Quant à nos

projets, nous avons évoqué plusieurs sujets ci-dessus sur lesquels nous travaillons assidument.

ECONOMIE GABON+ : Souhaitez-vous aborder ou mettre un accent particulier sur un sujet que je n'ai pas abordé ?

Oui, en effet. Vous l'avez compris, nous mettons tout en œuvre pour développer nos activités au niveau régional. Dans la sous-région, de nombreuses compagnies nationales qui ont tenté ce challenge ont fait faillite. **C'est bien la preuve qu'il n'y a pas de réponse nationale à une question régionale.** Fort est de constater également qu'une compagnie aérienne privée est mieux gérée. AFRIJET est une SA composée exclusivement d'actionnaires privés. À ce titre, nous ne bénéficions d'aucune subvention. Ce qui n'est pas le cas de bon nombre de compagnies soutenues par leur gouvernement. Il faut savoir que dans le transport aérien, les marges sont de l'ordre de 2 à 3% des résultats nets. Or les impacts de la fiscalité nuisent aujourd'hui au développement du transport.

L'exemple de la TVA est précis. Cette taxe participe à hauteur de 18 % au prix du billet sur les vols domestiques. Nous sommes également contraints de contracter certains achats tels que le kérosène qui ne sont pas déductibles de la TVA. Lorsque nous faisons un vol sur Port-Gentil, nous remplissons nos réservoirs au Gabon et sommes taxés à 18%, ce qui n'est pas le cas lorsque nous faisons nos pleins à Douala ou à Brazzaville. Le voyageur ne doit

pas s'étonner de payer son billet plus cher lorsqu'il voyage à l'intérieur du pays. Étant donné que notre pays est couvert à 80% de forêt et que l'avion est le moyen de locomotion le plus pratique, nous pensons qu'il serait intéressant que les pouvoirs publics se penchent sur la question. Nous ne demandons pas une exonération complète, mais une réduction sensible telle qu'elle se pratique dans de nombreux pays. Si tel était le cas, **je m'engage officiellement à réduire les prix de nos billets en proportion de la baisse de TVA qui sera accordée aux transporteurs.**

Enfin, je voudrais aborder le sujet des exemptions douanières. Le Gabon est un État signataire de la Convention de Chicago. En conséquence, toutes les pièces détachées utiles à la maintenance de nos appareils sont exonérées de droits de douanes. Cet engagement de l'État est mal appliqué et nous rencontrons quotidiennement des problèmes auprès de la douane pour faire entrer des pièces détachées aéronautiques. Au point que parfois, nous finissons par payer des taxes indues pour ne pas stopper nos activités.

Enfin, le dernier sujet concerne les aéroports de province : seuls les aéroports de Port-Gentil et Franceville sont équipés de moyens de protection incendie, ce qui se résume à posséder un camion de pompiers et à former le personnel. Nous pourrions desservir les villes d'Oyem, de Tchibanga ou d'autres capitales régionales, mais cette absence de moyens de sécurité nous oblige à refuser les demandes ■

INTERVIEW DE M. AMARE BERHANU - DIRECTEUR PAYS ETHIOPIAN AIRLINES

ETHIOPIAN AIRLINES, la compagnie qui monte... qui monte

Ethiopian Airlines, la compagnie nationale aérienne dont le siège est à Addis-Abeba, est contrôlée à 100 % par l'État. Elle a été fondée en 1945 sous le nom d'Ethiopian Air Lines (EAL). Elle fait partie de l'Association Internationale du Transport Aérien depuis 1959, de l'Association Aérienne Africaine depuis sa création en 1968 et aussi de l'Alliance des compagnies aériennes Star Alliance depuis 2011.

Par Anne-Marie Jobin

ECONOMIE GABON + : Monsieur Amare Berhanu, veuillez présenter à nos lecteurs Ethiopian Airlines. Depuis quand êtes-vous installés au Gabon ?

Je suis en poste à la direction d'ETHIOPIAN AIRLINES au Gabon depuis 16 mois, la compagnie y est installée depuis 2006. Je fais preuve d'optimisme même si la conjoncture n'est pas favorable. Notre compagnie compte une flotte de 100 avions et attend la livraison de 68 appareils. Notre compagnie est la plus jeune du continent ce qui se traduit par une flotte d'avions de moins de 5 ans.

ECONOMIE GABON + : quel est votre taux de remplissage au départ de Libreville ?

Nos opérations à Libreville sont liées à Yaoundé, parce que le nombre de passagers au départ de Libreville n'est pas suffisant pour effectuer des vols directs notamment avec le Boeing 787 de 269 sièges. Néanmoins, notre taux de remplissage est de 70%.

ECONOMIE GABON + : quelle est la stratégie que vous adoptez pour être concurrentiel sur le marché gabonais en particulier et sur le marché africain en général ?

Ethiopian Airlines et le Gabon se sont fixés en 2010 un but commun appelé VISON 2025. Un pari sur l'avenir qui vise à ce que notre compagnie devienne la plus compétitive du continent, tant sur le plan du transport de fret que de passagers. A ce jour nous nous réjouissons d'atteindre nos objectifs.

ECONOMIE GABON + : selon le FMI, l'Éthiopie devrait être le leader de la croissance en Afrique en 2018, avec 8,5 % de croissance, quelle est votre stratégie commerciale pour la promotion de la destination Addis-Abeba ?

L'Éthiopie est devenue un pays très stable et pacifique avec plus de 100 millions d'habitants. La croissance économique est à deux chiffres et ce de manière continue depuis les dix dernières années. Je profite de cette fenêtre médiatique pour inviter les investisseurs gabonais à saisir les opportunités commerciales. Les conditions de travail et l'environnement propice aux affaires confèrent un retour rapide des investissements consentis. Nos six vols hebdomadaires depuis Libreville favorisent le flux du commerce. Qu'il s'agisse de viande, de fleurs, de café, de fruits... c'est un commerce que nous maîtrisons parce que nous le gérons depuis l'Éthiopie vers le Moyen Orient, l'Asie et les Etats-Unis.

L'Éthiopie, riche de neuf sites inscrits au patrimoine de l'UNESCO ouvre ses portes aux touristes. Pour accueillir les gabonais et tous nos amis africains, nous facilitons toutes les



M. Amare Berhanu, Directeur Pays Ethiopian Airlines

démarches obligatoires. En effet, vous pouvez réserver et obtenir votre billet depuis votre mobile grâce à nos accords signés avec ECOBANK et AIRTEL. Concernant les visas, nous avons adopté la formule E.VISA qui n'est plus à prouver: <https://www.evisa.gov.et/#/home>

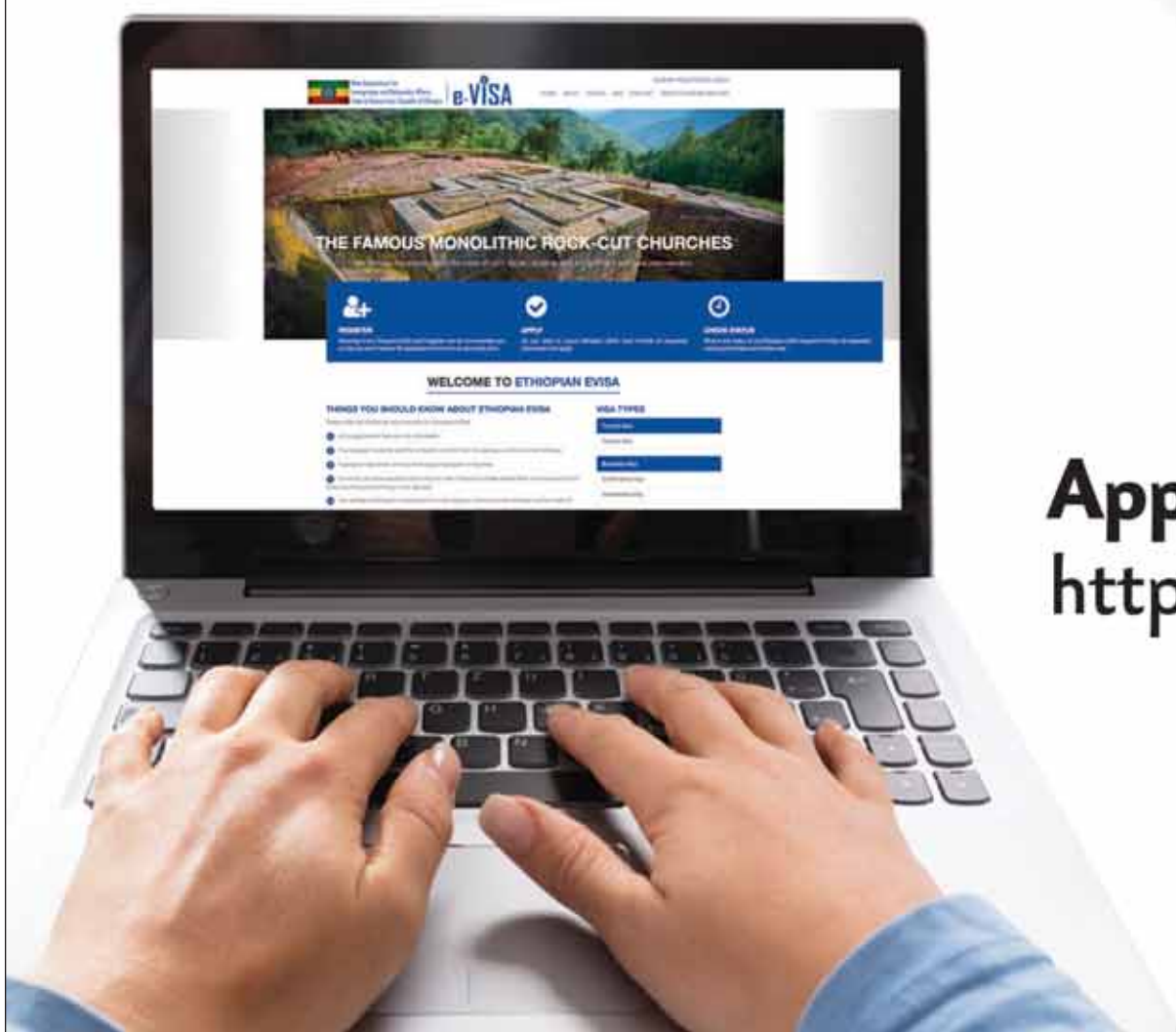
ECONOMIE GABON + : quelles sont les différentes récompenses internationales décernées à Ethiopian Airlines ?

Notre compagnie est régulièrement primée et nous en tirons une certaine fierté puisque ces récompenses sont le fruit du travail de toute une équipe. Ethiopian Airlines est une compagnie aérienne 4 étoiles membre de Star Alliance. Cette année, huit prix nous ont été décernés parmi lesquels le prix de la fiabilité des compagnies aériennes, le prix des voyageurs du voyage, le prix APEX du choix du passager... ce sont les plus importants car ils reflètent l'opinion directe de nos clients.

ECONOMIE GABON + : quels sont vos objectifs à court et moyen termes ?

Nous assurerons bientôt des vols vers Jakarta, Istanbul et Moscou. Depuis cette année, nous desservons Nosy-Be, Asmara, Barcelone, Buenos Aires, Chicago, Genève. Ethiopian Airlines c'est aujourd'hui plus de 115 destinations dans le monde. Nous possédons le réseau le plus important d'Afrique et nous nous appliquons à progresser davantage ■

Obtenez votre e-VISA pour l’Ethiopie depuis chez vous



Apply online
<https://www.evisa.gov.et>

Le Club du tourisme au Gabon est né

Le 12 juin 2018, au Méridien Re-Ndama de Libreville, Le Professeur Lee White, directeur des Parcs Nationaux, a exposé le potentiel extraordinaire lié au tourisme vert dont le Gabon dispose. Avec une superficie de 267.667 km², 833 kilomètres de côtes et près de 80% de son territoire inoccupé, le Gabon compte treize parcs nationaux protégés qui regorgent d'une faune et d'une flore sur 3 millions d'hectares. Tout ce potentiel vert et exploité pourrait être un "El dorado" touristique et une manne financière.

Par Anne-Marie Jobin

ECONOMIE GABON + : M. Daniel Lefebvre, vous n'êtes au Gabon que depuis un peu plus d'un an aux commandes d'ADL. En parallèle, vous vous impliquez dans la création de ce club réunissant les professionnels du tourisme. Quelles sont vos motivations ?

En effet, je suis arrivé au Gabon en juin 2017, pays que je ne connaissais pas. Depuis, j'ai rencontré différents acteurs de l'industrie touristique, des agences de voyage, des compagnies aériennes, des gérants d'hôtels, des restaurateurs, des transporteurs... J'ai observé qu'il existait des syndicats dans la plupart des branches de cette industrie. En revanche, aucune structure associative ne permettait de réunir les responsables de ces différents corps de métiers. C'est en nous fondant sur cette réflexion que nous avons pris l'initiative de créer un club de tourisme. De plus, je pense qu'un aéroport a aussi notamment pour vocation de fédérer cette industrie puisqu'il est en grande partie le centralisateur des flux de voyageurs.

ECONOMIE GABON + : Le club de Libreville est une association. Quelles sont vos sources de financement ?

Comme pour toute association, nos ressources sont issues d'un droit d'entrée et d'une cotisation annuelle. Nous avons établi différents niveaux de participation selon la taille de l'entreprise.

J'invite ceux qui souhaitent nous rejoindre à utiliser notre mail : clubtourismedelibreville@gmail.com

ECONOMIE GABON + : À ce jour, quels sont les secteurs d'activités concernés qui vous suivent ?

Des compagnies aériennes telles que Air France ou Royal Air Maroc, des hôtels aussi comme le Méridien, le Radisson, le Nomad, la Résidence du Phare, ainsi que des restaurants – le Tropicana, le groupe Dolce Vita –, des agences de voyage, des loueurs de véhicules, des transporteurs comme EAAA...

Ces sociétés sont celles sur lesquelles nous nous sommes appuyés pour créer le club du tourisme gabonais. Cette liste est non exhaustive, ce n'est qu'un début. Maintenant que notre bureau est officiellement constitué, nous pouvons inviter tous les professionnels à nous rejoindre.

ECONOMIE GABON + : Réunir l'ensemble des corps de métiers concernés est indispensable. Comment avez-vous structuré votre Club ?

Comme il se doit, nous avons instruit un dossier auprès du ministère de l'Intérieur et constitué un bureau composé de cinq membres directement impliqués dans le tourisme. Depuis, nous avons établi un calendrier de réunions mensuelles au cours desquelles nous organiserons des conférences, des débats, des visites de sites... Dans un premier temps, le but est de réunir les professionnels, de créer un réseau, d'échanger et de construire de belles fondations pour avancer.

ECONOMIE GABON + : Les activités touristiques sont génératrices d'une économie substantielle. Le Sénégal en est la preuve, mais il leur a fallu d'abord et avant tout construire les infrastructures, notamment routières, pour pouvoir développer cette activité. Travaillez-vous de concert avec M. Christian Magnagna, Ministre des Infrastructures ?

La tâche est immense, vous évoquez les infrastructures routières, mais il y a aussi le ramassage et le traitement des déchets, la propreté des plages, la structuration des activités touristiques (jet-ski, pêche au gros, balades en mer ou sur les fleuves, visite des parcs...). L'union faisant la force, nous espérons que le Club Tourisme de Libreville sera bientôt une force de proposition et de collaboration avec les institutions aux fins d'ouvrir ce marché quasi inexploité.

Et pour tout vous dire, nous avons rencontré récemment Monsieur le Ministre d'État délégué



M. Daniel Lefebvre, Initiateur du Club du Tourisme

aux Sports, à la Culture et chargé du Tourisme, son Excellence BILIE-BY-NZE, le Directeur Général du Tourisme Joseph EBANG ESSONO ainsi que la DG d'AGATOUR, Mme ARISSANI. Tous trois ont apprécié cette initiative et perçoivent dans cette association un pilier essentiel pour construire ensemble, avec les institutions gouvernementales et les partenaires privés, l'avenir du tourisme au Gabon.

ECONOMIE GABON + : Quelles sont les priorités que vous vous êtes fixées ?

La première des priorités est d'apprendre à se connaître et à travailler ensemble.

Plusieurs sujets sont déjà au cœur de nos débats : répertorier les sites, récapituler les besoins, sectoriser les demandes et prioriser les urgences. Bien que notre association ne soit pas un syndicat, nous discutons aussi de la parafiscalité, de la concurrence déloyale, de la fréquence des contrôles... Bref tous les sujets qui nous permettent d'avancer ■

Club Tourisme de Libreville
Une autre idée du Gabon

Club Tourisme de Libreville – Association à but non lucratif – Récépissé provisoire n°0131/MISDDL/SG/DGELP/DFAC du 22 février 2018
B.P 363 Libreville - Gabon – Email : clubtourismedelibreville@gmail.com

La compagnie TURKISH Airlines se sent pousser des ailes !

Après un voyage de presse organisé par Turkish Airlines, nous vous relatons nos observations et vous révélons quelques chiffres !

Par Anne-Marie Jobin



Aéroport Ataturk de Istanbul

Créée en 1933 avec 5 avions, cette compagnie totalise 85 ans après une flotte de 326 avions, dessert 306 destinations à travers le monde et opère 253 vols internationaux dans 121 pays. En 2023, à l'occasion du centenaire de la Turquie moderne, Monsieur Askin Cantimur, vice-président de Turkish Airlines, annonce une commande effective de 230 avions dont 60 gros porteurs. Sur le continent africain, Turkish Airlines dessert 52 aéroports dans 34 pays dont le Gabon, destination desservie 5 fois par semaine.

La compagnie s'est également dotée d'un centre de formation et de perfectionnement des personnels navigants (pilotes et hôtesses) qui accueille des étudiants et des stagiaires de toutes les compagnies nationales et internationales, notamment d'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient. D'une capacité de 1520 places, il enregistre une demande croissante chaque année. Avec 14 simulateurs (dont le nombre devrait doubler d'ici 2019) et 90 classes, il propose des programmes de 6 formations différentes.

À Istanbul, la compagnie accueille ses visiteurs dans l'un des salons les plus primés du monde. Sur 6 000 m², le *Lounge Istanbul* peut abriter jusqu'à 1 100 voyageurs à la fois dans des conditions optimales. Ne craignez pas les escales prolongées, parce que vous pourrez profiter d'un très large éventail d'activités : une salle de cinéma, un espace de jeux pour les enfants, une salle multimédia, une bibliothèque, une salle de billard, un espace de téléconférence, un simulateur de golf, des salles de bain, une salle de prière et des services de massage... sont autant de divertissements disponibles.

Le nouvel aéroport international d'Atatürk d'Istanbul sera opérationnel fin 2018. Il se construit le long de la mer Noire sur une superficie de 76,5 millions de m². Le bâtiment principal est édifié sur 1,3 million de m² et pourra accueillir 90 millions de passagers ! La première phase des travaux inclut la construction de trois pistes parallèles indépendantes, des voies de circulations, des aires de trafic, de système de communication et de météorologie, et d'autres bâtiments de service. À la livraison, sa capacité sera portée à 150 millions de passagers, avec des terminaux et des pistes supplémentaires dans les phases à venir. Objectif final, le nouvel aéroport sera doté de trois terminaux, de six pistes répondant à toutes les exigences aériennes pouvant voir atterrir les très gros porteurs tels que l'Airbus A380 et le Boeing 747-800 ■

AGS, les pionniers au service de la mobilité

AGS, petite entreprise familiale créée en 1974 est devenue très grande. Implantée sur les 5 continents, présente dans 94 pays, elle effectue environ 75 000 déménagements par an, emploie 4 500 personnes dans le monde et dispose de plus de 200 000 m² de stockage. AGS est représentée au Gabon par Marie BOLLARD et Bernard DURET.

Par Anne-Marie Jobin

ECONOMIE GABON + : Marie Bollard, Bernard Duret, vous avez la charge de la gestion d'AGS. Quels sont vos parcours ?

Marie Bollard : École de Commerce en France, à Lyon, puis diverses expériences en Afrique, VIE chez AGS Déménagement Gabon puis directrice filiale Archivage Gabon.

Bernard Duret : Après une carrière dans les troupes aéroportées, j'ai intégré le groupe AGS en 2000. J'ai débuté comme directeur de filiale à Kinshasa, puis j'ai été en poste deux ans à Tunis et ensuite deux autres années à Abidjan, toujours pour le groupe AGS. Je suis arrivé en 2007 au Gabon.

ECONOMIE GABON + : En quelle année la société AGS s'est-elle installée au Gabon ? Notre pays présente-t-il une particularité ? Combien de déménagements avez-vous réalisés en 2017 ? Observez-vous une augmentation des activités en 2018 ?

La filiale du Gabon a été créée en 1994 avec les deux sites de Libreville et Port-Gentil. Les activités n'ont cessé de se développer jusqu'en 2015. Depuis le début de la crise du pétrole et la *gabonisation* des postes dans le secteur pétrolier, nous assistons à une contraction importante du chiffre d'affaires. La crise économique a de fortes répercussions sur nos activités. La perte du chiffre d'affaires est supérieure à 30% et, sans visibilité, le développement du déménagement international semble quelque peu compromis.

Le nombre de déménagements – imports – exports et locaux est d'environ 1000 déménagements par an.

Ce chiffre ne cesse de diminuer, car de nombreuses sociétés ont quitté le pays. Tant que de grands projets ne seront pas planifiés et actés dans le pays, notre activité restera faible. Les expatriés sont de moins en moins nombreux et les services mobilité des grands groupes contractent au maximum les budgets des déménagements.

ECONOMIE GABON + : AGS a pour mission de déménager, de garder des meubles, de transporter des véhicules, de transférer des bureaux, d'archiver, et se positionne aussi dans le domaine de la logistique. Quel est le secteur le plus rentable ? Lequel d'entre eux est le plus demandé ?

Les secteurs les plus rentables restent l'exportation de déménagements en conteneurs de groupage, l'exportation de conteneurs 20' et 40' et l'archivage. Une nouvelle tendance émerge cette année avec les déménagements locaux du fait de la baisse du prix des loyers liée au parc immobilier important et à la faiblesse de la demande.

ECONOMIE GABON + : Décrivez-nous vos infrastructures au Gabon. Combien de personnes employez-vous ?

L'entreprise de déménagements se situe à Owendo et à Port-Gentil. Au total nous sommes 15 collaborateurs et disposons de plus de 1500 m² d'entrepôts et de 4 camions. L'entreprise d'archivage est, quant à elle, à Angondjé. Les bâtiments de stockage d'archives représentent 2300 m², avec une capacité d'entreposage de 47 kilomètres linéaires. L'équipe est composée de 20 collaborateurs.

ECONOMIE GABON + : Quels processus utilisez-vous pour archiver les données d'une entreprise ?

Les archives de nos clients sont stockées dans des entrepôts sécurisés et dédiés à cet effet. AGS a développé son propre système d'archivage électronique, une sorte de GED simplifiée (Gestion électronique de document) qui permet à nos équipes de retrouver les documents très rapidement, et à nos clients d'avoir accès à leur stock d'archive et de commander leurs documents via notre plateforme online.

ECONOMIE GABON + : Qui sont vos clients, plutôt des privés ou des entreprises ?

Nos clients sont des particuliers, souvent expatriés, qui déménagent, et des entreprises qui souhaitent transférer leurs locaux, externaliser la gestion de leurs archives ou qui ont fait le choix de l'archivage numérique. Toutefois nous traitons presque exclusivement avec des entreprises œuvrant dans des domaines très variés : pétroliers et parapétroliers à Port-Gentil, banques et assurances, cabinets d'audit, télécommunications, santé, forestiers, BTP. Notre renommée internationale et notre très large réseau d'agences nous permet de mettre un pied dans la majorité des moyennes et grandes entreprises du Gabon.

ECONOMIE GABON + : Quels sont vos objectifs à court, moyen et long terme ?

Un objectif majeur du groupe a déjà été réalisé en 2016 : le projet Africa 54, c'est-à-dire être la première entreprise présente dans chacun des 54 pays du continent africain. Au Gabon, à moyen terme, nous aimerions tout d'abord rassembler sur le même site les activités de déménagement et d'archivage, afin de mutualiser nos forces et nos compétences. Nous souhaitons également réaffirmer notre position de leader du transport d'effets personnels et étendre nos services d'archivage. À l'ère du numérique, nous comptons sur le développement de l'archivage électronique pour proposer nos services et notre savoir-faire à nos clients ■

Radisson BLU
OKOUME PALACE HOTEL
LIBREVILLE

OLD SCHOOL

VENEZ VIBRER AUX SONS LIVE
DE DJ DIZ LE PHARAON

TOUS LES JEUDIS

À PARTIR DE 19H00

10 DSP ACHETÉES
=
3 OFFERTES

TÉL: 01448000 / 01448008

AFTER WORK

AU WAÏ BAR

radissonblu.com/hotel-libreville

GSEZ PORTS & LOGISTICS

DES TERMINAUX MODERNES, PERFORMANTS ET DES SERVICES LOGISTIQUES MULTIMODAUX



NAVIRES CONVENTIONNELS

MANUTENTION PORTUAIRE

TRANSPORT PAR VOIE ROUTIÈRE, MARITIME / FLUVIALE ET FERROVIAIRE

GUICHET UNIQUE, TRANSIT MARITIME, AÉRIEN ET DÉDOUANEMENT

BASE LOGISTIQUE ET PARC À BOIS

Base logistique port sec à Nkok, Franceville, Lastourville
(capacité de 2 000 t chacune/mois)

Manutention portuaire

Ro-Ro (bus, voitures, excavateurs)

Bulk (grain, clinker, charbon, blé, riz, malt, manganèse)

Breakbulk (bois, acier, canalisations)

Heavylifts (dimensions et poids hors normes)

Transport et logistique

+200 camions,
+10 PPM, +10 Chariots élévateurs,
+10 chargeurs latéraux,
20 remorques surbaissées,
transbordeurs de véhicules...

Guichet unique

pour opérations portuaires,
Douanes, CGC, AGASSA,
Ministères pour facilitation des affaires

Magasins sous douane

50 000 m² hangar de stockage couvert (empotage/dépotage)
30 000 m² (magasin Bois - GGL)
1 000 places pour matériels roulants (Ro-Ro)
100 000 m² dédié au Terminal export



Port Minéralier

La 4^e révolution industrielle : une chance pour l'Afrique !

L'Afrique doit répondre aux exigences de la révolution numérique pour pourvoir en tirer parti. La simple consommation du contenu Netflix, Facebook et YouTube ne fera pas l'affaire.

La rédaction

Alors que l'Afrique a connu une forte croissance économique pendant près de deux décennies, le rythme de son industrialisation n'a pas été proportionnel. En moyenne, l'industrie africaine génère 700 USD de PIB par habitant, soit moins d'un tiers qu'en Amérique latine (2 500 USD) et à peine un cinquième de l'Asie de l'Est (3 400 USD). Pourquoi une telle situation ?

DES ALLURES DE COQUILLE VIDE

Rappelons par ailleurs que les exportations africaines sont constituées de produits de faible technologie et de matières premières non transformées, représentant plus de 80% des exportations dans de nombreuses économies, même parmi les plus importantes du continent. L'Afrique ne produit encore que 1,9% de la valeur ajoutée mondiale dans l'industrie manufacturière, une part qui n'a pas augmenté depuis des décennies malgré la résilience économique mise en évidence par les performances du PIB.

C'est pourquoi il faut modérer notre enthousiasme quand nous évoquons exagérément un « bond en avant ». On ne peut décemment pas parler de « bond en avant » quand celui-ci se limite à l'accès aux nouvelles technologies sans avoir maîtrisé les anciennes. Les ressources humaines font toujours défaut et il reste à acquérir les compétences qui ne peuvent pas être greffées. Toute technologie a besoin d'une main-d'œuvre humaine bien formée.

L'INDUSTRIALISATION DE L'AFRIQUE : UN ENJEU MONDIAL

L'industrialisation de l'Afrique est un enjeu important, un deal gagnant-gagnant pour le monde entier. Elle contribuerait à accroître la productivité en stimulant le progrès technologique et l'innovation tout en créant des emplois plus qualifiés dans le secteur formel. L'industrialisation de l'Afrique favoriserait également l'intégration entre les secteurs des services et de l'agriculture, entre les économies rurales et urbaines, et entre les industries de consommation, et celles des biens intermédiaires et des biens d'équipement.

Elle rendrait également les prix des produits manufacturés moins volatils et moins susceptibles de se détériorer à long terme, sans oublier qu'elle aiderait également les pays africains à mettre fin à leur dépendance vis-à-vis des exportations de matières premières. Un continent africain économiquement développé serait une véritable bénédiction pour la paix mondiale : ça réduirait le nombre de conflits et l'ampleur des migrations illégales dans le monde.

LE POUVOIR DES NTIC

La 4^e révolution industrielle pourrait bien se produire en Afrique et entraînerait de grandes opportunités. De nombreux pays africains s'approprient rapidement les innovations et utilisent les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) pour fournir des services publics et favoriser l'inclusion dans les processus de prise de décision.

Des entrepreneurs africains bien connus et respectés sont en tête de peloton aux côtés de grandes entreprises et marques multinationales. De plus, une nouvelle vague de jeunes entrepreneurs africains lance des startups fructueuses sur des plateformes numériques



dans plusieurs secteurs d'activités et stimule le commerce électronique sur le continent.

Pourtant, les gains de productivité et de croissance économique restent limités. Alors que **l'Internet contribue en moyenne à 3,7% du PIB** dans de nombreuses économies avancées, il ne contribue qu'à 1,1% du PIB africain, selon l'Internet Society. Cela signifie qu'**en Afrique, Internet est principalement utilisé pour la consommation plutôt que pour la production**. Cela doit changer.

Avec la diffusion rapide des NTIC et l'émergence de la robotique et de l'intelligence artificielle, l'Afrique est également confrontée à un besoin urgent de transformer ses modèles d'éducation afin de préparer un avenir qui défie déjà le continent. La 4^e révolution industrielle détruira de nombreux emplois routiniers et peu qualifiés que les robots peuvent effectuer de manière plus rentable.

Mais il créera également un large éventail de nouveaux emplois, à condition que les secteurs public et privé consacrent davantage de ressources à l'apprentissage. Le continent doit être fort en recherche et développement. Il s'agit d'un défi important. Selon l'UNESCO, les moyennes régionales des parts du PIB consacrées à la RD sont de 2,1% pour l'Asie de l'Est et le Pacifique, 2,4% pour l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale et à peine 0,4% pour l'Afrique subsaharienne.

L'Afrique devrait profiter de gains significatifs

et d'une efficacité améliorée en évoluant plus rapidement vers une économie fondée sur Internet. Selon McKinsey, l'Internet peut générer des gains de productivité de l'ordre de 148 à 318 mds de dollars en Afrique, notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé, des services financiers, de l'agriculture, du commerce de détail et des administrations publiques. Les NTIC ont également révolutionné le secteur financier grâce à la banque et services mobiles, ce qui a permis de promouvoir davantage l'inclusion financière.

Les systèmes financiers inclusifs permettent un large accès aux services financiers à des coûts abordables, en particulier pour sortir des millions de personnes vulnérables de la pauvreté. Cependant, la réalité reste décevante avec moins d'un adulte sur quatre bénéficiant d'un accès à un compte bancaire dans une institution financière formelle en Afrique.

L'Afrique doit répondre aux exigences de la révolution numérique pour pourvoir en tirer parti. La simple consommation du contenu Netflix, Facebook et YouTube (aussi drôle, amusant soit-il) ne fera pas l'affaire.

LES DÉFIS À RELEVER POUR NE PAS RATER LE TRAIN DU PROGRÈS

L'Afrique a fait des progrès substantiels dans la scolarisation au cours des vingt dernières années, mais la qualité générale de l'éducation reste insatisfaisante. Les programmes d'études, les politiques, les investissements et l'engagement du secteur privé sont en retard et décalés par rapport aux besoins induits par les changements technologiques.

Les employeurs font donc face à une pénurie de compétences. C'est à ce niveau que l'Afrique doit apprendre des autres nations, car c'est un défi incontournable qu'elle devra relever si elle veut réellement bénéficier de tout le potentiel des NTIC et avancer vers un modèle de développement unique ■

Source : *Contre points*

le Gabon consolide son statut de leader en Afrique centrale et de l'Ouest

La rédaction

En vue de tirer les avantages socioéconomiques offerts par les technologies de l'information et de la communication (TIC), le pays a consenti depuis 2012 d'énormes moyens à la construction d'un réseau haut débit à fibre optique en effectuant des investissements judicieux. Des investissements qui se sont avérés payants. En effet, le coût de l'accès à Internet a été divisé par 10 depuis 2010, passant d'une facturation de 10 000 F CFA/Mo en 2012 à 1 500 F CFA/ Mo aujourd'hui (soit de 18 à 2,8 dollars). Le nombre d'abonnés a été multiplié par 7 sur la même période.

Dans le même cadre, le pays a également décidé d'améliorer la couverture de son réseau et de se doter du haut débit via la fibre optique grâce au projet Central African Backbone (CAB). Calqués sur d'autres programmes régionaux déjà réalisés ou en cours de réalisation en Afrique

de l'Ouest et de l'Est (Regional Communications Infrastructure Program), il s'agit d'une série de projets complémentaires financés par la Banque mondiale et destinés à améliorer les infrastructures de communications entre le Cameroun, la Centrafrique, le Tchad, São Tomé-et-Príncipe, le Congo et la RDC.

Pour atteindre cet objectif, le gouvernement gabonais a commencé par élaborer une stratégie numérique et a mis en place de nouvelles politiques publiques et de régulation pour créer un environnement propice au développement du secteur, favoriser la concurrence et l'innovation, mais aussi attirer de nouveaux investisseurs internationaux.

Le Groupe Vivendi Africa (GVA), dernier opérateur arrivé sur le marché, a lancé à Libreville sa première offre Internet très haut débit par fibre optique en Afrique en 2017, en utilisant les poteaux électriques.



L'État a aussi investi massivement dans les infrastructures internationales et nationales, notamment pour construire une station d'atterrissage des câbles sous-marins de fibre optique et un réseau terrestre de plus de 1 100 km par le biais d'un partenariat public-privé (PPP).

Avec ce dispositif, le Gabon ne fait plus mystère de son ambition de devenir un « hub numérique régional », confie Charles Hurpy, chargé de projet et spécialiste en télécommunication à la Banque mondiale. À ce rythme,

poursuit-il, « le Gabon ne devrait pas tarder à réaliser cette ambition puisqu'il a gagné 10 places dans le classement mondial 2017 de l'indice de développement de l'Internet réalisé en novembre 2017 par l'Agence des Nations-Unies pour les technologies de l'information et de la communication (UIT). Il est aujourd'hui le 6^e pays le plus performant d'Afrique dans le secteur des TIC après l'Île Maurice, les Seychelles, l'Afrique du Sud, le Cap vert et le Botswana ».

Une ambition que la Banque mondiale souhaite accompagner en soutenant dès à présent la modernisation complète du système national d'information sanitaire. L'institution de Bretton Woods entend également aider le pays à promouvoir un écosystème dynamique de l'innovation numérique créateur d'emplois et de services locaux et régionaux ■

Source : **(Le Nouveau Gabon) Stéphan Billé avec la Banque mondiale**

Déclaration de clôture du premier sommet Afrique de l'Ouest et du Centre sur le « Commerce responsable » pour la filière exploitation forestière et transformation du bois

Le premier sommet du Global Timber Forum (GTF) pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre s'est tenu les 18 et 19 juin à Libreville au Gabon. 80 représentants de 10 pays des régions Afrique de l'Ouest et du Centre y ont assisté, ainsi qu'une délégation de représentants de l'industrie venus des principales régions consommatrices de bois, y compris les États-Unis et l'Union européenne (UE).

Le sommet avait deux objectifs soutenus par un programme d'analyse entrepris en mai 2018 dans certains pays africains clés. Le premier objectif était en rapport avec le soutien au développement des associations nationales, afin de mieux représenter et soutenir les petites et toutes petites entreprises membres. Le deuxième objectif était d'explorer comment les associations peuvent conseiller leurs membres sur les aspects du commerce responsable pertinents pour le marché, y compris les pratiques environnementales et sociales.

Les associations constituent l'un des leviers efficaces pour apporter des changements positifs au sein des PME de la filière exploitation forestière et transformation du bois. Mais les associations doivent renforcer leurs capacités. Grâce à une combinaison dynamique de présentations, d'ateliers et de questions-réponses interactives, et avec l'appui des experts techniques, les délégués ont pu partager leurs expériences et apprendre à améliorer leur efficacité dans de nombreux domaines

Les associations ont convenu que la formation et un soutien supplémentaire étaient nécessaires pour les domaines prioritaires : la planification des activités, l'accès au financement, l'augmentation des revenus, les marchés, les communications et l'engagement du gouvernement. Le GTF offrira bientôt aux associations la possibilité de manifester leur intérêt pour un programme de formation plus large qui couvrira un éventail de sujets pouvant être adaptés à leurs besoins et aux circonstances nationales. Pour les résultats complets du programme : enquête auprès des

associations pour la connaissance (ASK), envoyer un email à : ask@gtf-info.com

Le sommet a été organisé par le GTF avec le soutien local de l'UFIGA et de la Fondation pour la Nature et le Développement du Ghana grâce à un financement du programme EU FLEGT de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ■

Source : Fao.org

Extraction de l'or : Le Gabon bannit le mercure



Les autorités gabonaises, soutenues par l'Onudi, veulent en finir avec l'utilisation du mercure dans l'exploitation artisanale et à petite échelle de l'or dans le pays.

Considéré comme dangereux pour l'environnement et nocif pour la santé humaine, le mercure devrait bientôt être banni de tous les sites d'exploitation aurifère du Gabon. C'est, en tout cas, la demande formulée récemment à Libreville par le Centre nationale antipollution (CNAP), à la faveur d'un atelier national axé sur le sujet. Les participants avaient à cœur d'élaborer un Plan d'action visant l'élimination de ce métal dans l'exploitation artisanale et à petite échelle de l'or au Gabon.

Selon Emmanuel Bayani Ngoyi, directeur général adjoint du CNAP, face à l'ampleur enregistrée quant à l'utilisation du mercure dans certains sites d'exploitation aurifère, le Gabon «devrait s'inscrire dans une approche à la fois préventive et curative» du phénomène. Une enquête effectuée, il y a quelques mois, sur plusieurs sites d'extraction de l'or à travers le pays révèle «une situation environnementale et sanitaire très critique pour les populations environnantes ou celles exerçant l'activité d'exploitation de l'or».

Le Gabon fait partie des premiers pays ayant ratifié les différentes conventions internationales sur l'interdiction de l'utilisation du mercure pour l'extraction de l'or, à l'instar de la Convention de Minamata sur le Mercure (2014). Pourtant, sur le plan national aucun texte de loi n'interdit précisément cette utilisation ■

Source : gabonreview

OGAR,
L'ASSURANCE À VOS COTÉS

Contactez - nous au:
Tél: +241 01 76 15 96 / 01 76 04 95
Fax: +241 01 76 58 16 / 01 76 46 43
www.groupeogar.com

Ogar
Toujours avec vous

Premier anniversaire du SAMU SOCIAL GABONAIS

La valeur financière des soins dispensés aux plus démunis est estimée à 6 milliards 118 millions. Ces chiffres sont vérifiés.

Par Anne-Marie Jobin



Inauguration du SAMU de Mouila

Le Samu social est une structure médicale qui a été mise en place il y a un an par le gouvernement gabonais en collaboration avec la coopération française pour la prise en charge sanitaire et sociale des personnes démunies et en détresse. Il évolue sous la direction de son coordonnateur général, Monsieur Wenceslas Yaba.

MOUILA ! 5^e centre inauguré le 6 juillet 2017 par M. François-Xavier Emmanuelli*, père fondateur du Samu social de Paris (1993) et initiateur, 5 ans plus tard, du Samu social international.

En un an, le SAMU SOCIAL Gabonais s'est déployé dans 5 villes. D'abord à Libreville puis Franceville et Port-Gentil, et enfin Oyem et Mouila. Trois stratégies sont développées par le SAMU Social Gabonais :

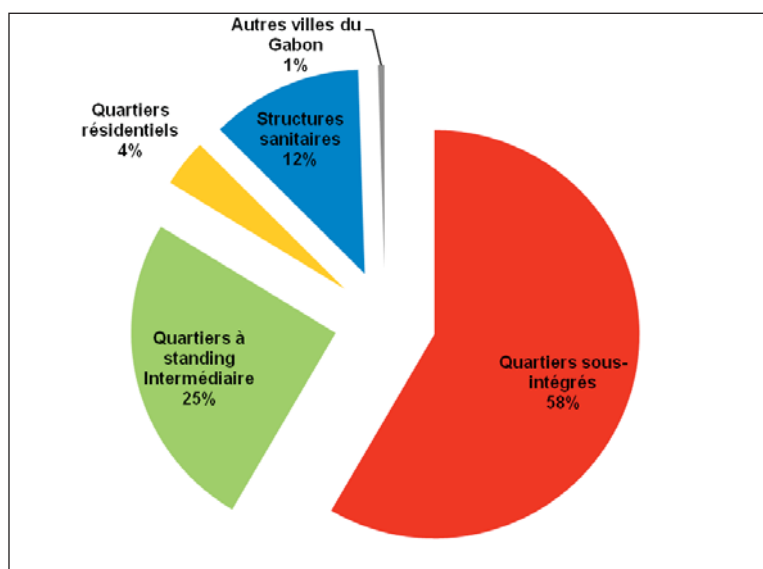
Maraudes et SAMU classique Centres Médico Psychologiques (CMP) Urgences Sanitaires et Sociales de Proximité (USSP) qui représentent **40 111 interventions sur 11 mois, soit une moyenne de 3 646 interventions par mois**. Ces interventions se répartissent de la manière suivante :

- médecine générale 20 111
- pédiatrie 2 190
- infectiologie 136
- ophtalmologie 1779
- psychologie 1 858 consultations en cabinet 30 039
- cardiologie 1 820
- visites en maraude et appels d'urgence 10 072
- gastroentérologie 134
- psychiatrie 27
- gynécologie 1 984

Le SAMU social gabonais, c'est aussi l'hébergement, la distribution de vêtement, c'est soigner et distribuer des médicaments, c'est interner, accueillir, écouter, prévenir...



M. François-Xavier Emmanuelli et M. Wenceslas Yaba



Pour la troisième fois, en cette date anniversaire, le Samu social s'est rendu auprès des détenus de la prison centrale de Libreville.

De juillet 2017 à mai 2018, 40111 interventions ont donc été réalisées par les équipes du SAMU Social Gabonais. Si autant de personnes en situation de précarité pour la plupart, ont pu bénéficier des services du SAMU Social Gabonais en moins d'un an, force est d'admettre qu'il s'agit bien d'un service social, solidaire et évidemment sanitaire.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. La majeure partie des raisons justifiant l'intervention du SAMU, qu'elle soit médicale ou autre, est au préalable d'ordre socio-

économique. L'argument fondamental qu'évoquent les appelants est presque toujours le même : leurs difficultés financières les conduisent à solliciter une prise en charge gratuite.

Plus de 15% des patients des quartiers sous-intégrés sont vus en consultations. Souvent les affections sont entrées en phase de chronicité. Ils mettent en cause l'incapacité à s'offrir des soins, ce qui laisse à la maladie le temps d'évoluer dans le mauvais sens.

Le SAMU SOCIAL Gabonais est un véritable catalyseur de l'hôpital public. 80% de la population gabonaise n'a pas accès aux soins médicaux. Les centres d'accueil médi-

caux (hôpitaux, cliniques...) ne prennent pas en compte la dimension du contexte socio-anthropologique (croyances...). Le manque de prévention et de veille sanitaire est aussi une des considérations intégrées par le SAMU SOCIAL dès la première rencontre avec les patients.

Avec plus d'équipes médico-psycho sociales sur le terrain et avec l'ouverture des SAMU Sociaux à l'intérieur du pays, la cible des 800 000 exclus et précaires soignés en 11 mois est atteinte à 50%.

L'engouement populaire autour du SAMU Social dans un contexte de morosité générale assez compliqué pour les personnes vulnérables est dû à la gratuité des médicaments qui doit absolument être maintenue. Les soutiens de tous les horizons se multiplient et la présence du père

fondateur de cette noble institution à l'ouverture du centre de Mouila renforce la détermination de tous les acteurs qui œuvrent à nos côtés, tous les secteurs confondus.

le samu social africain

Angola, Burkina Faso, Congo-Brazzaville, Gabon, Mali, Maroc, Sénégal, Tunisie.

* *Monsieur François Xavier EMMANUELLI, médecin et ancien ministre français chargé de l'Action humanitaire. Neurologue et anesthésiste-réanimateur il est aussi cofondateur, en 1971, de Médecins sans frontières, association encore très présente dans le monde sur des terrains de conflits* ■

FSBO : 2017, l'année de la «maturité»

La Fondation Sylvia Bongo Ondimba (FSBO) s'est satisfaite de l'exercice 2017, une année au cours de laquelle la structure a fait le choix de la maturité, afin de répondre au mieux aux besoins des communautés et favoriser leur autonomisation.

La rédaction

Ayant comme mission d'encourager tous les Gabonais à devenir de véritables partenaires du développement et les premiers acteurs de leur propre réussite, la Fondation Sylvia Bongo Ondimba (FSBO) pour la Famille vient de publier son rapport d'activités 2017. Parmi les performances réalisées : 6202 femmes examinées dans le cadre de la lutte contre le cancer féminin, 10 étudiants ayant bénéficié de la bourse Ozavino, 47 scooters distribués aux personnes à mobilité réduite, 54 750 repas servis aux jeunes de la rue, etc.

Un exercice nimbé de maturité, comme l'a rappelé la fondatrice de la FSBO. «Nous avons pris le temps de regarder en arrière pour évaluer l'impact de notre engagement solidaire, renforcer nos actions ou les amender afin de répondre au mieux aux besoins de nos communautés et favoriser leur autonomisation», a souligné Sylvia Bongo, visiblement ravie du bilan 2017 de sa structure.

«En cette année 2017, nous croyons avoir semé de belles choses dans les vies mais nous avons aussi beaucoup reçu de vous. Par vos encouragements, vos sourires, vos dons, votre présence, vous nous avez dit de la plus belle manière que nous ne sommes pas seuls mais véritablement ensemble, pour aller plus loin», a ajouté la première dame.

Dans le cadre de ses activités 2017, la FSBO a bénéficié d'un peu plus de 2,1 milliards de francs CFA. Ces ressources ont été réparties dans les différents domaines d'actions de la Fondation. 189 millions de francs ont été affectés aux «Initiatives pour les Femmes», où il est question de valoriser «le rôle des femmes au sein de leur famille, et leur donner un rôle de premier plan au cœur de nos sociétés».

Les «Initiatives pour les Jeunes» ont été menées avec une enveloppe de 328 millions. Celles-ci visent l'accompagnement, la sensibilisation, l'orientation et stimulation des jeunes dans les milieux scolaires, universitaires, «afin de leur permettre une meilleure appréhension de l'univers professionnel». Ayant grandement contribué à «l'accès aux soins et à la santé des populations en mettant à leur disposition des dispositifs clés à usage commun et utilitaire», l'«Appui à la société civile» a utilisé un montant de 665 millions de francs.

Enfin, 251 millions de francs CFA ont été décaissés au bénéfice des «Initiatives pour la Solidarité», permettant le secours aux personnes fragilisées, en les «aidant à retrouver leur place au sein de la société et en les associant au développement socio-économique du pays» ■

Source : <http://gabonreview.com>

Communiqué

RÉSIDENCE BOUGAINVILLIERS



M. Herman Régis NZOUNDOU BIGNOUMBA,
Administrateur Directeur Général de la CDC

La Résidence «Les Bougainvilliers» est un complexe immobilier composé de 15 immeubles de 220 appartements situé dans la zone Nord de Libreville à Avorbam dont l'inauguration a eu lieu en novembre 2016. Cependant, le complexe n'a été livré au public qu'en janvier 2018 à cause de nombreuses défaillances constatées et du coût élevé du prix d'acquisition.

Aussi, après sa prise de fonction le 10 octobre 2017, le Nouvel Administrateur Directeur Général de la CDC, Herman Régis NZOUNDOU BIGNOUMBA a, après validation de son Conseil d'Administration, décidé de ré-

duire de 30% le prix d'achat des logements et proposé une location-vente sur 15 ans afin de rendre le programme attractif aux populations conformément aux très hautes instructions du Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA.

Par ailleurs des travaux complémentaires ont été effectués afin de rendre les logements pleinement opérationnels, des forages ont été installés pour alimenter l'ensemble des résidences en eau et des équipements collectifs et commerciaux sont en cours de construction pour rendre l'espace de vie agréable et fonctionnel ■



CAISSE
DES DÉPÔTS
ET CONSIGNATIONS

Le partenaire économique de long terme



RÉSIDENCE BOUGAINVILLIERS

FORAGES DES BOUGAINVILLIERS



LA SIGNALÉTIQUE



LES RÉSIDENCES OCCUPÉES À 66%



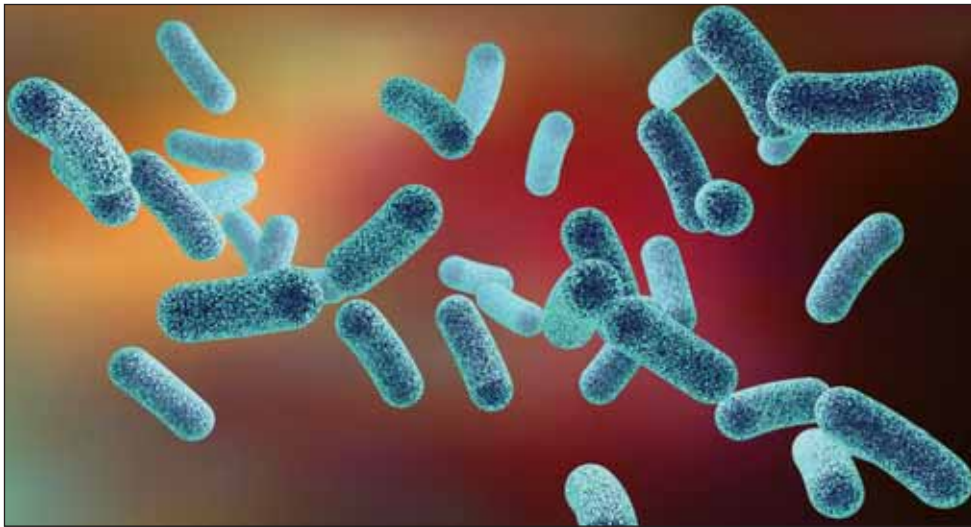
Smartphones : quelles sont les bactéries présentes sur nos écrans ?

Des chercheurs américains ont analysé les bactéries présentes sur l'écran de nos smartphones. Et surprise : ils y ont trouvé 7 000 types de bactéries différents.

La rédaction



82% des bactéries les plus courantes sur les doigts des utilisateurs se trouvent aussi sur l'écran de leur smartphone.



Combien de fois touchez-vous l'écran de votre smartphone chaque jour ? Le résultat pourrait bien vous surprendre : 150 fois en moyenne ! Et vous y laissez plus que de simples traces de doigts... Des biologistes de l'université de l'Oregon, aux États-Unis, ont décidé d'analyser les bactéries présentes sur notre smartphone. Selon leurs résultats publiés dans la revue PeerJ, l'écran de notre téléphone portable reflète assez bien notre microbiote personnel, c'est à dire l'ensemble des micro-organismes qui vivent à l'intérieur de notre organisme.

STREPTOCOQUES ET STAPHYLOCOQUES EN MASSE

PARTICIPANTS. Les chercheurs ont séquencé l'ADN des microbes collectés sur les doigts de 17 personnes. Des prélèvements ont également été réalisés sur les smartphones des participants. « La taille de l'échantillon est restreinte, mais les résultats ont été révélateurs », précise James F. Meadow, principal auteur de l'étude.

BACTÉRIES. En tout, sur 51 échantillons, 7 000 bactéries différentes ont été identifiées, parmi lesquelles des bactéries omniprésentes dans notre organisme : des streptocoques (souvent présents dans la bouche), des staphylocoques et des corynebacterium (que l'on trouve communément dans la peau).

Fait étonnant : les femmes sont plus étroitement liées à leur écran de téléphone portable que les hommes, microbiologiquement parlant. Les scientifiques n'avancent pas d'hypothèse pour expliquer ce constat.

ÉVALUER L'EXPOSITION AUX BACTÉRIES

« Nous partageons plus qu'une connexion émotionnelle avec notre portable. Nous portons aussi notre microbiote », a expliqué à la BBC James F. Meadow. Selon lui, le portable peut donc être un moyen d'évaluer l'exposition d'une personne à des bactéries pathogènes. On pourrait ainsi « utiliser les effets personnels comme une façon non invasive de contrôler notre santé et notre contact avec notre environnement », conclut-il ■

Source : sciencesetavenir

flyafrijet.online by

PROGRAMME DES VOLS DU 25 MARS AU 27 OCTOBRE 2018

Au départ de Libreville vers...	Jour	Départ	Arrivée
Brazzaville (via Franceville)	L - M - V - -	10H00	13H00
Franceville	L - M - V - -	10H00	11H30
	- - - V - -	13H00	14H30
	- - - - - D	12H30	14H00
Pointe-Noire	- M - - - -	14H30	16H15
	- - - J - - -	12H45	14H30
	- - - - - D	20H00	21H55
Port - Gentil	L M - J V S -	07H30	08H05
	- - M - - - -	08H30	09H05
	L M M J V - D	17H30	18h05
	L M M J V - D	21H30	22H05
	L M M J V S D	21H45	22H20
Sao Tomé (Direct)	- - - J - - -	18H30	19H25
Via Douala (à partir de Mai 2018)	- - - - - D	12H15	13h15
	- - - - - V - -	16H15	19H30
Douala (à partir de Mai 2018)	L - - - - -	12H00	13H00
	- M - - - - -	10H00	11H00
	- - M - - - -	15H00	16H00
	- - - - - V - -	16H15	17H15
	- - - - - D	15H45	16H45

Au départ de Port - Gentil vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	L M - J V S -	08H30	09H05
	- - M - - - -	07H30	08H05
	- M M - - - -	13H15	13h50
	- - - J V - -	11H45	12H20
	- - - - - D	11H00	11H35
	L M M J V - D	18H15	18H50
	L M M J V S D	18H30	19H05
	- - - - - D	22H55	23H30

Au départ de Pointe Noire vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	L - - - - -	09H15	11H00
	- - M - - - -	07H30	09H15
	- - - J - - -	15H45	17H30

Au départ de Brazzaville vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville (vol Direct)	- - - - V - -	13H45	15H30
Franceville (vol direct)	L - M - - - -	13H45	14H45
Libreville (via Franceville)	L - M - - - -	13H45	16H45

Au départ de Franceville vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	L - M J V - - ----- D	15H15 14H45	16H45 16H15
Brazzaville (vol direct)	L - M - V - -	12H00	13H00

Au départ de Sao Tomé vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	-- J V -- ----- D	20H15 13H55	21H15 14H55

Au départ de Douala vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	L - - - - -	14H45	15H45
	- M - - - -	12H30	13H30
	- - M - - -	17H30	18H30
Libreville (via Sao Tomé)	- - - - - D	18H00	19H00
	- - - - V - -	18H15	21h10
	- - - - V - -	18H15	19H30

Avec connections possibles entre Port-Gentil, Franceville, Brazzaville, Pointe Noire, Sao Tomé et Douala

Réservation en ligne : Flyafrijet.online ou en agence de voyage

Hotline Pointe Noire : +242 05 324 74 16

Hotline Brazzaville : +242 05 324 74 18

Hotlines Libreville : +241 02 01 17 17 ou +241 07 56 03 03

Hotline Port-Gentil : +241 02 03 32 01

Hotline Moanda : +241 02 29 93 93

Hotline Franceville : +241 02 00 90 01

AGENDA N° 67



27 SEPTEMBRE – 29 SEPTEMBRE 2018 : SALON INTERNATIONAL DU COTON ET DU TEXTILE – SICOT. LE COTON EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Production : 4,61 millions de tonnes de coton fibre produites sur la campagne 2016/2017 selon le CCIC

Malgré la volonté des différents acteurs sur le continent, à peine 5% du coton produit sur son sol est transformé sur place. Moins de 2% au Burkina Faso avec près de 300.000 tonnes de fibres produites annuellement.

Un événement placé sous le Haut-patronage du Président du Faso, SEM
Roch Marc Christian KABORE

5-9 NOVEMBRE 2018 : AFRICA OIL WEEK - CAPE TOWN (AFRIQUE DU SUD). L'événement se déroule sur cinq jours et promet une programmation riche en contenu et mise en réseau



LE TRANSGABONNAIS SE RÉNOVE

SETRAG - B.P.: 578 Libreville (Gabon) - Accueil : 01 70 80 04 / Renseignements : 01 70 80 60

Trade Finance

NOUS SÉCURISONS vos opérations à l'international

Crédit documentaire ✨

✨ Lettre de crédit stand-by

Remise documentaire ✨

✨ Rapatriement



Tél : N° court 8888
(+241) 01 76 88 88
e-mail : eqc@bgfi.com

www.groupebgfibank.com



BGFI Bank
Votre partenaire pour l'avenir

BGFIBank Gabon – Société anonyme avec Conseil d'Administration – Au capital de 75 006 332 100 F CFA – Statistique N°071282F – RCCM Libreville N°2010 B09140
NIF : 771 282 – Siège social : 1295, Boulevard De l'Indépendance – B.P. 2253 Libreville – Télex : 5265 GO – Swift : BGFIGALI